

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE  
**DES TENTATIVES D'INTRODUCTION  
DE PLUS DE 10 QX DE KIF TRAITÉ  
DÉJOUÉES À ADRAR ET BÉCHAR**

Des tentatives d'introduction de plus de 10 quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc ont été déjouées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), vendredi, le premier jour de l'Aïd el Fitr, lors de deux opérations distinctes à Adrar et Béchar, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).



P.16

# ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Lundi 4 Chawwal - 23 Mars 2027 - N° 1265 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

LE RACISME DANS LE MONDE INQUIÈTE L'ONU  
**UN FLÉAU RESSUSCITÉ  
PAR DE NOMBREUX  
DIRIGEANTS**



À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, l'ONU tire la sonnette d'alarme. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme dénonce un retour inquiétant du racisme, alimenté par certains dirigeants et médias, qui menacent des décennies de progrès. Une dérive qui, selon l'institution, nous rapproche d'un point de non-retour.

P.7

LES COMMERÇANTS SE SONT MOBILISÉS  
**POUR RÉPONDRE  
AUX BESOINS DES  
CITOYENS DURANT  
L'AÏD**

Dans le cadre des efforts déployés par le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national visant à garantir la continuité de l'activité commerciale afin de répondre aux besoins des citoyens pendant la fête de l'Aïd durant les trois jours, vendredi, samedi et dimanche, une organisation spécifique a été mise en place.

P.2

A L'OCCASION DE L'AÏD EL-FITR

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SIGNE DEUX DÉCRETS PRÉSIDENTIELS PORTANT MESURES DE GRÂCE EN FAVEUR DE 5.600 DÉTENUS



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, deux décrets présidentiels, le premier portant mesures de grâce totale au bénéfice de 5.600 détenus et non détenus, tandis que le second concerne les crimes liés à l'ordre public, notamment la cybercriminalité et les réseaux sociaux, a indiqué jeudi un communiqué de la Présidence de la République.

FOOTBALL/COUPE DE LA CAF  
**LE CR BELOUZDAD EN DEMI-FINALE**

Le CR Belouizdad s'est qualifié en demi-finales de la Coupe de la Confédération africaine de football (C3), malgré son nul vierge à domicile face aux Egyptiens d'Al Masry Port-Saïd, concédé samedi soir, en quart de finale (retour), disputé au stade Nelson Mandela de Baraki (Alger).

P.11

# LES COMMERÇANTS MOBILISÉS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES CITOYENS DURANT L'AÏD

Dans le cadre des efforts déployés par le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national visant à garantir la continuité de l'activité commerciale afin de répondre aux besoins des citoyens pendant la fête de l'Aïd durant les trois jours, vendredi, samedi et dimanche, une organisation spécifique a été mise en place.

Par Ikram Haou

La mobilisation a été généralisée, de nombreux commerçants ayant ouvert leurs différents magasins à travers tout le pays dès le deuxième jour de l'Aïd El-Fitr.

A cette occasion, les services du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national ont enregistré une forte adhésion des commerçants au dispositif de permanence durant le deuxième jour de l'Aïd El-Fitr. Comme l'a confirmé le ministère, cette permanence ne s'est pas limitée à une région spécifique, mais a concerné l'ensemble du territoire national, où 55.735 commerçants ont respecté ce dispositif sur un total de 55.743 mobilisés à l'échelle nationale, a souligné le ministère.

Ces commerces ont permis de garantir l'approvisionnement des citoyens en produits de base et en services essentiels.

Comme mentionné précédemment, les commerçants des différentes wilayas ont respecté les instructions et ont poursuivi leurs activités durant les jours de l'Aïd, notamment dans les wilayas du centre, où les services concernés par la permanence ont assuré, durant le deuxième jour de la fête, les prestations indispensables dont les citoyens avaient besoin, facilitant ainsi leurs déplacements et l'achat de produits de première nécessité. L'exemple a été observé dans la wilaya de Blida, où 77 agents de contrôle ont veillé au respect du dispositif de permanence par les commerçants concernés, soit 1.319 commerces, dont 182 boulangeries, avec un taux de respect dépassant 99 %, ainsi que 13 unités de production, dont 9 minoteries, 2 laiteries et 2 unités de production d'eau minérale.

Par ailleurs, la direction du commerce de la wilaya de Tizi Ouzou a mobilisé 2.558 commerçants, dont 196 boulangers, ainsi que dix unités de production pour assurer le service durant les jours de l'Aïd. Le dispositif de permanence a été respecté, comme l'ont constaté les 98 agents de contrôle. Les marchés de gros de la wilaya ont également ouvert leurs portes. La wilaya de Chlef a également connu une forte mobilisation des commerçants, où les boulangeries, les magasins d'alimentation ainsi que les commerces de fruits et légumes ont accueilli les citoyens, qui ont salué cette



continuité des services, reflet, selon eux, de la conscience professionnelle des commerçants et de leur volonté de répondre aux besoins de la population locale. Les wilayas de l'Ouest du pays ont également enregistré une large adhésion des commerçants concernés par le système de permanence, samedi, deuxième jour de l'Aïd El-Fitr, notamment à Saïda, Tissemsilt, Mascara, Relizane, Tiaret, Chlef et Ksar Chellala. Le taux de participation a atteint 99,97 % sur un total de 3.967 commerçants mobilisés pour cette occasion. Concernant la wilaya d'Oran, les services de la direction du commerce ont été chargés de vérifier le respect des consignes par les commerçants durant la fête de l'Aïd. Ils ont constaté que la majorité d'entre eux s'étaient conformés aux instructions et avaient ouvert leurs magasins. Il a été rappelé que la direction locale du commerce avait élaboré un plan spécial de permanence pour les jours de l'Aïd, mobilisant 3.100 commerçants, dont 236 boulangeries, 1.142 commerçants de produits alimentaires, fruits et légumes, ainsi que 1.690 autres commerçants comprenant les boucheries, cafés, grossistes en fruits et légumes, stations-service, en plus de quatre laiteries, entre autres, dans le but d'assurer l'approvisionnement en produits de large consommation et la continuité des services.

De même, les wilayas de l'Est du pays ont fait preuve d'un respect des instructions ministérielles, accompagné de campagnes de contrôle et d'inspection sur le terrain auprès de divers établissements commerciaux. Comme ailleurs, l'activité a concerné notamment les boulangeries, les épiceries, les laiteries et les pharmacies. Le ministère a également renforcé le

suivi du respect de la permanence grâce à l'application numérique « Morafik Com », qui permet aux citoyens de consulter la liste des commerces ouverts les plus proches durant ces jours, facilitant ainsi leurs déplacements. Outre les efforts déployés pour assurer la disponibilité des produits alimentaires pendant cette période, le secteur des transports a bénéficié d'une attention particulière de la part du ministère des Transports afin de garantir le bon déroulement des déplacements des citoyens, notamment pour les visites familiales et l'échange de vœux. Durant les trois jours de l'Aïd, les transports ont été assurés régulièrement dès la prière de l'Aïd, avec la mise en service de plusieurs bus. Par ailleurs, des services essentiels ont été garantis durant toute la fête. Des infrastructures sanitaires ont été mobilisées pour faire face à toute urgence, de même que les services de sécurité et de protection civile, tous préparés à intervenir en cas d'imprévu.

Toutes les directions du commerce à travers les wilayas ont œuvré pour assurer le bon déroulement de ces journées tout en répondant aux besoins des citoyens. Dans ce cadre, les commerçants n'ayant pas respecté les obligations de permanence ont été identifiés, et il a été précisé que des poursuites judiciaires seraient engagées à leur encontre.

En conclusion, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a indiqué que le bilan de la permanence constitue un indicateur positif traduisant une prise de conscience croissante des opérateurs économiques quant à l'importance du respect de ce programme.

I.H

## L'AÏD EL FITR UNE OPPORTUNITÉ POUR RENFORCER LES VALEURS DE SOLIDARITÉ SOCIALE

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a souligné, vendredi à Ain Témouchent, la portée de l'Aïd El-Fitr en tant qu'opportunité propice pour renforcer les valeurs de solidarité sociale nationale.

Lors d'une visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, la ministre a indiqué que cette fête constitue "une occasion idoine pour consolider les valeurs de solidarité sociale et nationale et ancrer les principes de justice sociale dans notre pays, en droite ligne avec les orientations des hautes autorités de l'Etat, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Accompagnée du wali d'Aïn Témouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, Mme

Mouloudji a entamé sa visite par une inspection du service de prise en charge de la scoliose à l'établissement public hospitalier "Dr. Benzerdjeb" du chef-lieu de wilaya.

La ministre a présenté ses vœux aux enfants malades à l'occasion de l'Aïd et leur a remis des cadeaux. Elle a également échangé avec le personnel médical et paramédical de ce service, sachant que l'hôpital "Dr. Benzerdjeb" constitue un établissement de référence au niveau national dans la prise en charge des cas de déformation de la colonne vertébrale.

Par ailleurs, Mme Mouloudji, a présidé une cérémonie de célébration de la fête de l'Aïd organisée au complexe touristique de Terga en l'honneur des personnes âgées et des enfants

assistés, dans une ambiance familiale. Des cadeaux de l'Aïd ont été distribués à cette occasion, ainsi que deux voyages pour accomplir la Omra au profit de pensionnaires de la maison des personnes âgées d'Aïn Témouchent. A cette occasion, la ministre a adressé ses vœux les plus sincères au peuple algérien, ainsi qu'aux corps de sécurité, aux membres de l'Armée nationale populaire, au personnel médical, et à l'ensemble des travailleurs et agents du secteur de la Solidarité nationale mobilisés au sein des établissements de prise en charge sociale, priant Dieu Le Tout-Puissant de renouveler cette fête dans la prospérité pour toute la nation islamique.

RA

AÏD EL FITR

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET SON HOMOLOGUE TUNISIEN ÉCHANGENT LEURS VŒUX

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a échangé, vendredi, les vœux de l'Aïd El-Fitr, avec son frère, le président de la République tunisienne, M. Kaïs Saïed, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a échangé, ce jour, les vœux de l'Aïd El-Fitr, avec son frère Kaïs Saïed, président de la République tunisienne, pays frère, souhaitant à cette heureuse occasion davantage de bien-être et de prospérité aux deux peuples frères", lit-on dans le communiqué.

APS



### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ADRESSE SES VŒUX À SON HOMOLOGUE MAURITANIEN

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, vendredi, ses vœux à son frère Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, président de la République islamique de Mauritanie, à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, lui souhaitant, ainsi qu'au peuple mauritanien frère, davantage de progrès et de prospérité, in-

dique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, ce jour, ses vœux à son frère Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, président de la République islamique de Mauritanie, lui souhaitant, ainsi qu'au peuple mauritanien frère, davantage de progrès et de prospérité", lit-on dans le communiqué.

grès et de prospérité", lit-on dans le communiqué.

"A son tour, le président mauritanien a adressé ses vœux à son frère le président de la République, à cette heureuse occasion, lui souhaitant, ainsi qu'au peuple algérien, davantage de bien-être et de prospérité".

APS

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT UN APPEL TÉLÉPHONIQUE DE M. MASSAD BOULOS, CONSEILLER PRINCIPAL DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, samedi, un appel téléphonique de M. Massad Boulos, conseiller principal du président américain, qui lui a adressé ses vœux à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, un appel téléphonique de M. Massad Boulos, conseiller principal du président américain, qui lui a adressé, ainsi qu'au peuple algérien, ses vœux à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, tout en souhaitant à l'Algérie davantage de prospérité et de progrès", lit-on

dans le communiqué. "Au cours de cet échange téléphonique, ils ont également évoqué les relations algéro-américaines et passé en revue les derniers développements de la situation prévalant dans le monde", ajoute le communiqué.

APS

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ADRESSE SES VŒUX AUX MEMBRES DE L'ANP ET DES CORPS CONSTITUÉS AINSI QU'AU PERSONNEL DE LA SANTÉ

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, vendredi, ses vœux aux membres de l'Armée nationale populaire (ANP) et des corps constitués, ainsi qu'au personnel du secteur de la santé, à l'occasion de l'Aïd El-Fitr.

"A l'occasion de l'Aïd El-Fitr, j'adresse mes vœux à tous les membres de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, officiers, sous-officiers et hommes de rang, à travers toutes les Régions militaires, notamment ceux qui veillent sur nos frontières. Puissez-vous demeurer un rempart pour notre chère patrie", a écrit le président de la République sur son compte sur les réseaux sociaux.

Le président de la République

a également adressé ses vœux aux éléments de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale, de la Protection civile et des Douanes. "A l'occasion de l'Aïd El-Fitr, j'adresse mes vœux aux éléments de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale, de la Protection civile et des Douanes. Je vous souhaite plein succès dans vos missions", a-t-il écrit. Le président de la République a aussi adressé ses vœux aux médecins et au personnel du secteur de la santé.

"A l'occasion de l'Aïd El-Fitr, j'adresse mes vœux aux médecins et à l'ensemble du personnel du secteur de la santé. Puisse Dieu vous assister dans toutes vos missions", a écrit le président de la République sur son compte.

APS

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A ACCOMPLI LA PRIÈRE DE L'AÏD EL-FITR À DJAMAÂ EL-DJAZAÏR

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accompli, vendredi matin à Djamaâ El-Djazaïr à Mohammadia (Alger), la prière de l'Aïd El-Fitr, dans un climat de piété et de sérénité.

De hauts responsables de l'Etat, des membres du Gouvernement et des représentants du corps diplomatique arabe et musulman accrédité en Algérie, ainsi que de nombreux fidèles, ont également accompli la prière de l'Aïd dans cet édifice religieux et civilisationnel. Dans les deux prêches de la prière de l'Aïd, le recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, a mis en avant les vertus et les valeurs du mois sacré de Ramadhan, avec tout ce qu'il incarne en termes de pratiques religieuses, d'actes d'adoration, de discipline, de patience, de piété et d'élévation, soulignant que l'Aïd El-Fitr béni est un jour de célébration dans la joie pour les musulmans, mais aussi une occasion pour méditer le sens de la piété et des bonnes actions après un mois de jeûne et de prières.

L'Aïd El-Fitr c'est aussi l'occasion de perpétuer les valeurs de miséricorde et de pardon mutuel, de raffermir les liens de parenté et de renforcer la cohésion sociale par la bienfaisance, la bienveillance, la solidarité et la tolérance, a-t-il insisté.

Après avoir rappelé le message de l'Islam qui "répare les injustices et consacre les

valeurs de miséricorde, de paix, de sérénité et de justice", le recteur de Djamaâ El-Djazaïr a évoqué l'histoire glorieuse de notre pays, son patrimoine civilisationnel et les immenses sacrifices consentis par son peuple.

Dans ce contexte, il a salué "le rôle de l'Algérie en faveur de la paix dans le monde et dans la défense des causes justes", soulignant que cette position constitue "un acquis moral" qui demeurera présent dans le parcours civilisationnel de notre pays.

Après avoir évoqué la célébration par le peuple algérien du 64<sup>e</sup> anniversaire de la Fête de la Victoire (19 mars 1962), il a souligné la nécessité de "penser à la terre de Palestine", saluant la résilience du peuple palestinien et rappelant aux musulmans leur devoir envers la patrie de la Mosquée Al-Aqsa. Au terme de son préche, le recteur de Djamaâ El-Djazaïr a appelé les jeunes algériens à être "les dignes héritiers de leurs aïeux en faisant honneur à l'histoire glorieuse de leur pays", mais aussi "les gardiens de l'identité de leur patrie, des constantes de leur nation, de l'unité de leur pays et de son appartenance civilisationnelle authentique".

Après la prière, le président de la République a reçu les vœux de hauts responsables de l'Etat, de représentants du corps diplomatique arabe et musulman accrédité en Algérie et de nombreux citoyens.

APS

A L'OCCASION DE L'AÏD EL-FITR

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SIGNE DEUX DÉCRETS PRÉSIDENTIELS PORTANT MESURES DE GRÂCE EN FAVEUR DE 5.600 DÉTENUS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, deux décrets présidentiels, le premier portant mesures de grâce totale au bénéfice de 5.600 détenus et non détenus, tandis que le second concerne les crimes liés à l'ordre public, notamment la cybercriminalité et les réseaux sociaux, a indiqué jeudi un communiqué de la Présidence de la République.

"A l'occasion de l'Aïd El-Fitr, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé deux décrets présiden-

tiels :

- Le premier concerne les crimes de droit commun, en vertu duquel 5.600 détenus et non détenus condamnés définitivement, dont il ne reste que vingt-quatre (24) mois ou moins à purger, bénéficient d'une grâce totale.

Sont exclus du bénéfice des dispositions de ce décret, les personnes détenues condamnées pour des crimes de sabotage, de terrorisme et de complot contre l'autorité de l'Etat, l'intégrité et l'unité du territoire national, des crimes de

corruption, des crimes d'homicide, des crimes d'association de malfaiteurs ou de groupe criminel organisé, de vols avec circonstances aggravantes et de vols qualifiés, des délits d'atteinte aux systèmes de traitement automatisé des données, lorsqu'ils ciblent la défense nationale ou les organismes et établissements de droit public, des crimes liés à l'usage et au trafic illicites de stupéfiants, des crimes de contrefaçon, de spéculation illicite, de fraude dans la vente des marchandises et de falsification des substances alimen-

taires et médicamenteuses, des crimes de discrimination et de discours de haine, des crimes de bandes de quartier, et certains crimes graves prévus dans le code de l'organisation pénitentiaire.

- Le second décret présidentiel concerne les crimes liés à l'ordre public, notamment la cybercriminalité et les réseaux sociaux, et tout ce qui s'y rapporte", lit-on dans le communiqué.

APS

## ALGÉRIE – NIGER

# LES DEUX PAYS CONSOLIDENT LEUR PARTENARIAT STRATÉGIQUE

**Les experts réunis dimanche à Niamey dans le cadre de la commission mixte de coopération entre l'Algérie et le Niger ont réaffirmé la détermination commune des deux États à consolider leur partenariat dans divers domaines, au service des intérêts partagés et du développement de leurs peuples respectifs.**

Par Youcef Hamidi

S'exprimant auprès de l'APS en marge de la rencontre préparatoire à la deuxième session de la Grande commission mixte, programmée lundi, des représentants de plusieurs secteurs ministériels des deux pays ont insisté sur la nécessité d'intensifier la coopération bilatérale et de renforcer le partenariat stratégique, tout en s'ouvrant à de nouveaux champs de collaboration. Dans cette perspective, le directeur général de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers, Abdelkrim Berkî, représentant le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, a mis en avant les nombreuses perspectives de coopération entre l'Algérie et le Niger, soulignant l'apport du secteur touristique à travers des programmes de formation organisés en Algérie au bénéfice de la partie nigérienne.

Il a également évoqué la présence d'artisans nigériens lors de différentes manifestations organisées en Algérie ainsi que la participation algérienne à des événements accueillis par le Niger, estimant que ces échanges traduisent la volonté des deux pays de favoriser le partage d'expertises et de bâtir des partenariats pérennes. Pour sa part, le représentant du ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Tarek Benmohamed, a mis en lumière les importantes opportunités permettant de développer



la coopération dans le domaine de l'innovation et des start-up, notamment grâce à des initiatives communes destinées à faciliter leur mobilité à travers le continent africain, afin de soutenir l'entrepreneuriat et d'accéder à de nouveaux marchés.

S'agissant de la Grande commission mixte, il a considéré qu'elle représente un cadre approprié pour renforcer la coordination, dans le contexte de l'ouverture croissante de l'Algérie sur son environnement africain, à travers diverses initiatives et événements, à l'image de la Conférence africaine des start-up organisée chaque année en Algérie, qui constitue une plateforme majeure de promotion de l'innovation et de l'intégra-

tion continentale. Il convient de rappeler que la réunion des experts a permis de mettre en exergue les perspectives de consolidation du partenariat entre les deux pays dans plusieurs secteurs, notamment l'énergie, les infrastructures, les finances et les télécommunications.

La rencontre a été coprésidée par le directeur général Afrique au ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Boualem Chebihi, et le secrétaire général du ministère nigérien des Affaires étrangères, Souleymane Issakou, en présence de représentants de différents départements ministériels des deux États. Dans ce cadre, le secrétaire

général du ministère nigérien des Transports et de l'Aviation civile, Mahaman Sani, a indiqué que son pays accorde une importance particulière à l'achèvement de la route transsaharienne reliant Lagos à Alger, notamment dans sa partie traversant le Niger, en raison de son rôle stratégique dans la facilitation des échanges de biens et de la circulation des personnes, ainsi que dans le renforcement des interconnexions économiques africaines.

Il a également mentionné le projet de ligne ferroviaire Nord-Sud reliant Alger à Tamanrasset, réalisé par l'Algérie, soulignant qu'il contribuera à terme à la création d'un corridor stratégique favorisant les échanges commerciaux et le commerce transfrontalier, tout en consolidant l'intégration régionale et en ouvrant de nouvelles perspectives de développement économique pour l'ensemble du continent. De son côté, le directeur général de l'administration territoriale et de la décentralisation du Niger, Abdoukadri Hama, a affirmé que la tenue de cette Grande commission mixte constitue une étape déterminante traduisant la volonté commune d'élever les relations bilatérales à un niveau supérieur, en cohérence avec les liens historiques solides unissant les deux pays, fondés sur la solidarité, la coopération et le partage d'expériences.

Y.H

## CENTRE DE RECHERCHE EN SCIENCES PHARMACEUTIQUES LE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE COMME OBJECTIF

Le centre de recherche en sciences pharmaceutiques (CRSP) de Constantine s'oriente davantage vers le partenariat en mettant à la disposition des partenaires économiques, notamment une série de prototypes issus de ses travaux de recherche et de développement, a indiqué son directeur, Pr. Abdelhamid Djekoun.

Couvrant plusieurs domaines des sciences pharmaceutiques, ces produits expérimentaux témoignent du savoir-faire des équipes du centre et de leur capacité à traduire les résultats

de la recherche en applications concrètes, a souligné, le même responsable.

La démarche s'inscrit dans une logique de valorisation des acquis scientifiques et de promotion du transfert de technologie au service du développement socio-économique, a précisé la même source.

Les prototypes sont mis à la disposition des porteurs de projets, investisseurs et opérateurs économiques intéressés par l'exploitation de ces innovations, que ce soit à travers des pro-

jets de production ou des partenariats industriels, a-t-il ajouté.

Le centre affirme sa disponibilité à accompagner les acteurs concernés en mettant à leur disposition les informations nécessaires et en explorant avec eux les perspectives de collaboration, a affirmé le même responsable.

RE

## SALON INTERNATIONAL ALGERIA INVEST EXPO

### PLUS DE 150 EXPOSANTS ATTENDUS

Plus de 150 exposants nationaux et étrangers sont attendus à la 8e édition du Salon international de l'investissement dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment, de l'énergie, de la logistique et de l'exportation "Algeria Invest Expo", qui se tiendra du 26 au 29 mars en cours au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, a indiqué le commissaire de l'événement, Ahmed Heniche.

Le salon, organisé sous le patronage du ministre de l'Industrie, regroupera environ 130 entreprises nationales publiques et privées spécialisées dans l'industrie et l'exportation, ainsi que des entreprises étrangères et des représentants de filiales de sociétés étrangères opérant en Algérie, no-

tamment de Chine, d'Italie, de Turquie, d'Inde et d'autres pays.

Heniche a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ce salon international, qui connaîtra une forte participation de groupes économiques publics activant dans les domaines de l'industrie électrique, l'énergie, l'électronique, la chimie, le bâtiment, le bois et ses dérivés, ainsi que les mines, vise à "créer une dynamique efficace entre les opérateurs, encourager la sous-traitance publique et les partenariats d'investissement, tout en offrant un espace d'échange entre professionnels et opérateurs économiques".

Il a ajouté que cette manifestation s'inscrit "dans le cadre de la dynamique sans précédent du dé-

veloppement économique que connaît l'Algérie, parallèlement au lancement de grands projets économiques stratégiques dans les industries lourdes et à la création d'une dynamique économique hors secteur des hydrocarbures".

Afin d'encourager les jeunes, un espace d'exposition sera réservé à 30 start-up issues de plusieurs universités et porteurs de projets innovants, leur permettant de se rapprocher des acteurs économiques et de rechercher des opportunités de concrétisation et de financement de leurs projets, a ajouté la même source.

En marge du salon, organisé à l'initiative de l'agence "Sunflower Communication", des conférences et débats seront animés autour

des thèmes : "énergies renouvelables", "développement du tissu industriel par la sous-traitance", la "logistique et l'exportation et l'accompagnement des exportateurs", le "développement industriel durable et la réduction des émissions de carbone", la "gestion intelligente de la demande énergétique", le "partenariat gagnant-gagnant" et la "promotion de l'investissement et des exportations", entre autres.

Par ailleurs, un concours sera organisé pour récompenser les meilleurs projets participants ayant un impact positif dans les domaines de l'innovation, de l'environnement et du développement, a-t-on indiqué.

RE

## BENI-ABBES

## UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR AMÉLIORER LES SOINS SPÉCIALISÉS

La Direction de la santé et de la population de la wilaya de Béni-Abbès a fait savoir, dimanche, l'ouverture d'une vingtaine de postes budgétaires supplémentaires au titre de l'exercice 2026, destinés au recrutement de médecins spécialistes, selon les informations recueillies auprès de cette instance.

Par Kamel Hamissi

Cette mesure a pour finalité essentielle de consolider les capacités d'intervention et d'élargir l'offre de services médicaux spécialisés au sein de plusieurs structures hospitalières de la wilaya. Elle ambitionne également de rehausser la qualité des soins prodigués aux patients fréquentant ces établissements et d'en améliorer durablement les performances.

Dans ce cadre, l'Établissement public hospitalier de Béni-Abbès s'est vu attribuer neuf postes budgétaires répartis entre différentes spécialités, notamment l'anesthésie-réanimation, la cardiologie, la chirurgie orthopédique avec deux postes, la



chirurgie pédiatrique, la néphrologie, l'ORL, l'ophtalmologie ainsi que la pédiatrie, a-t-on précisé.

Par ailleurs, l'EPH du chef-lieu de la daïra de Kerzaz a également bénéficié de sept postes budgétaires couvrant plusieurs disciplines, à savoir la cardiologie, la chirurgie

générale, l'ophtalmologie, la gynécologie-obstétrique, la neurologie, la gastro-entérologie et la pédiatrie avec deux postes, selon la même source.

Toujours selon ces indications, d'autres postes ont été alloués à l'Établissement public de santé de

proximité de cette collectivité, portant notamment sur la médecine du travail et les maladies infectieuses. Les EPSP de Béni-Abbès et de Tabelbala ont, eux aussi, été concernés par cette opération de renforcement.

Ces structures verront ainsi leurs moyens humains consolidés dans ces mêmes spécialités, en particulier la médecine du travail et la prise en charge des pathologies infectieuses, a-t-on signalé.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie globale du ministère de la Santé visant à assurer un accès équitable à des soins modernes et de qualité, notamment dans les zones éloignées des grands pôles urbains de la wilaya. Elle vise en priorité à garantir une couverture sanitaire adaptée et une prise en charge efficace des différentes maladies dans cette région du Sud du pays.

Enfin, des dispositions incitatives, tant sur le plan professionnel que social, ont été prévues en faveur des médecins spécialistes appelés à occuper ces postes, incluant notamment la mise à disposition de logements équipés, a indiqué la

K.H

## BENI-ABBES

## VALORISATION DES TERRES AGRICOLES ET SOUTIEN À L'ÉLEVAGE

Par Kahina Baghdad

La wilaya de Béni-Abbès connaît actuellement la mise en œuvre de plusieurs initiatives destinées à dynamiser le secteur agricole, selon des informations émanant des services locaux.

Ces actions portent notamment sur le lancement récent d'un chantier d'aménagement d'un nouveau périmètre agricole, dédié à la valorisation des terres sahariennes, s'étendant sur une superficie de 40 hectares à proximité de la localité de Timgharine, dans la commune de Ksabi, a-t-on précisé.

Les travaux engagés sur ce site, toujours en cours, prévoient, outre la réalisation et l'équipement d'un forage destiné à l'irrigation, l'aménagement d'une piste agricole de deux kilomètres. Cette infrastructure vise à soutenir et à développer, à terme, les activités de mise

en valeur des terres dans ce périmètre, a-t-on expliqué. La concrétisation de ce projet contribuera à porter la superficie globale consacrée à la valorisation agricole dans la wilaya à plus de 10.000 hectares, a-t-on ajouté.

En parallèle, une autre opération est en cours, portant sur l'installation d'un important réseau d'irrigation au goutte-à-goutte, mobilisant une enveloppe financière dépassant les 20 millions de dinars. Ce dispositif permettra l'irrigation de plus de 300 palmiers dattiers répartis sur plusieurs périmètres et exploitations agricoles, dans le but de renforcer et de développer la filière phoenicicole, a-t-on souligné.

Par ailleurs, une action visant la réhabilitation de trois puits pastoraux, accompagnée de leur équipement en kits solaires, est également programmée dans le cadre du développement de l'élevage, notamment celui du cheptel

camelin, dans les vastes zones sahariennes de la wilaya. Cette opération concerne deux puits situés à Béni-Abbès et un troisième dans la région de Tabelbala, distante de 145 km au sud-ouest du chef-lieu, a-t-on indiqué.

En amont, un projet de remise à niveau de 25 points d'eau agricoles et pastoraux, comprenant des puits et des bassins, a été lancé dans plusieurs zones sahariennes éloignées relevant des communes de Kerzaz, Ouled Khodair, Ksabi, Béni-Abbès, Timoudi, El Ouata et Tabelbala, a-t-on rappelé.

Ce projet, inscrit dans le cadre du programme de développement sectoriel, a été réalisé pour un coût supérieur à 17 millions de dinars. Il vise à améliorer l'accès à l'eau pour les agriculteurs et les éleveurs, tant pour l'irrigation des cultures que pour l'abreuvement du cheptel dans les zones reculées, a-t-on conclu.

K.B

## NÂAMA

## AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE À MECHÉRIA ET AÏN SEFRA

Un programme consacré à l'aménagement extérieur et à l'embellissement urbain continue d'être déployé dans plusieurs quartiers relevant des communes de Mechéria et Aïn Sefra, dans la wilaya de Nâama, avec une enveloppe budgétaire dépassant le milliard de dinars, selon des informations fournies par la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya. Cette direction assure le suivi de nombreuses opérations dont plusieurs ont atteint un niveau d'avancement jugé important. À Mechéria, notamment sur l'avenue de l'Indépendance, les travaux d'aménagement ont permis la réfection et le revêtement de près de 7 kilomètres de voirie. À cela s'ajoutent l'installation de l'éclairage public, la réalisation de trottoirs, l'aménagement d'aires de jeux et d'espaces verts, ainsi que diverses interventions visant à améliorer l'environnement urbain, a précisé le directeur de wilaya de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Belaïmèche Mebarek.

Par ailleurs, d'autres opérations inscrites au titre de la seconde tranche de ce programme, pour un montant de 300 millions de dinars, concernent l'aménagement du quartier Belkham-Ramdane et d'une place située à proximité du CEM Kamal-Ramdane. Elles incluent également des travaux d'amélioration urbaine au niveau de la rue Emir Abdelkader, la réalisation de trois ronds-points,

ainsi que la plantation d'arbres d'ornement et l'installation d'un système d'irrigation au goutte-à-goutte le long du dédoublement de la route nationale RN 6 traversant la ville de Mechéria, a-t-il indiqué. Dans la commune d'Aïn Sefra, des projets similaires sont en cours, mobilisant eux aussi une enveloppe dépassant 300 millions de dinars. Ils portent sur l'aménagement de l'avenue Colonel Lotfi, de la route principale à double voie menant à l'entrée sud, de la rocade, du quartier 19 Mars ainsi que de la route de Béchar. Ces travaux englobent la réhabilitation de la voirie, l'aménagement de places publiques, l'installation de l'éclairage public, le pavage des trottoirs, la mise en place de bancs en béton, l'installation de réseaux d'irrigation au goutte-à-goutte pour les espaces gazonnés, ainsi que la création d'espaces de détente en milieu urbain, a-t-on ajouté.

L'ensemble de ces initiatives s'inscrit dans un programme global visant la réhabilitation des espaces publics et la mise en valeur des principaux quartiers. Ce processus se poursuit avec la contribution d'associations environnementales pour la plantation d'arbres d'ornement, ainsi que d'artistes peintres chargés de réaliser des fresques murales sur certaines façades d'établissements scolaires et d'infrastructures sportives, a-t-on souligné.

R.R

## DJELFA

## DEUX NOUVEAUX CEM POUR DOUIS ET TAADMIT

Les communes de Douis et de Taadmit, à l'ouest de la wilaya de Djelfa, ont bénéficié de deux projets de réalisation de nouveaux collèges d'enseignement moyen (CEM), dont les travaux ont été dernièrement lancés en vue de renforcer les infrastructures du secteur de l'éducation, a-t-on appris auprès de la Direction des équipements publics.

La même source a précisé que ces deux projets, dont le coup d'envoi a été donné par le wali Djahid Mous, s'inscrivent respectivement dans le cadre du programme sectoriel ordinaire de l'année 2025 et du programme complémentaire de développement, en vue d'assurer une meilleure prise en charge des conditions de scolarisation dans ces deux communes.

Selon la fiche technique du projet de CEM de Douis, destiné à remplacer l'établissement Rabhi-Bendaoud, le délai de réalisation a été fixé à huit mois, pour une enveloppe financière de plus de 326 millions de DA.

S'agissant du CEM de Taadmit, il est abrité par l'agglomération secondaire Fours, caractérisée par une forte densité de population. Une enveloppe de 291 millions de DA a été allouée à ce projet, dont la réception est prévue avant la fin de l'année en cours.

A ce propos, le wali a insisté sur la nécessité de respecter les délais de réalisation et de garantir la qualité des travaux conformément aux normes en vigueur pour ce type de projets prioritaires pour le développement local.

De leur côté, les habitants ont salué la concrétisation de ces deux projets, qui contribueront à améliorer les conditions de scolarisation et à réduire les déplacements de leurs enfants vers des établissements éloignés de leur lieu de résidence.

R.R

## INDUSTRIE TEXTILE TANZANIENNE

## UNE RELANCE AVEC LES CHINOIS ?

*Autrefois considérée comme un moteur industriel essentiel, la filière textile en Tanzanie connaît aujourd'hui une période difficile, caractérisée par une chute marquée de la production. Confrontées à cette situation préoccupante, les autorités misent désormais sur l'attraction de capitaux internationaux afin de redynamiser ce secteur stratégique.*

Par Nawal Bordji

Dans cette optique, la Tanzanie s'efforce de séduire des investisseurs chinois pour soutenir le développement de son industrie textile. C'est dans ce cadre que le ministre de la Planification et de l'Investissement, Kitila Mkumbo, a effectué une mission de six jours, du 17 au 22 mars 2026, dans plusieurs grands centres de production textile en Chine.

D'après des informations publiées le 18 mars par le journal local The Citizen, le ministre a programmé des rencontres avec des industriels dans différentes villes, notamment Shanghai, Nantong, Shandong, à travers Jinan et Weihai, ainsi que Guangzhou, au cours de son séjour dans ce pays asiatique.

À travers cette démarche, les autorités tanzaniennes entendent encourager des investissements capables de valoriser les matières premières locales et de bâtir une industrie textile robuste. Le responsable a souligné que la Tanzanie ne se limite pas à inviter des investisseurs, mais souhaite établir des partenariats fondés sur la confiance, la stabilité et des bénéfices partagés, avec l'ambition de faire du pays un acteur majeur de la production textile sur le continent africain. Selon lui, certaines régions, notamment Shinyanga et Mara, ont déjà été identifiées comme des



zones prioritaires pour l'implantation d'unités industrielles de grande envergure dans le secteur textile.

Cette initiative intervient dans un contexte marqué par une désindustrialisation progressive de la filière, qui compromet les ambitions du pays en matière de transformation locale. D'après le dernier rapport économique publié en juin par le Bureau national des statistiques, la production textile est passée de 53 millions de mètres carrés en 2020 à seulement 32 millions en 2024, soit une baisse avoisinant 40 % en cinq ans.

Cette dégradation s'explique notamment par la fermeture continue des unités de production. L'Association des fabricants de textile et d'habillement de Tanzanie indique que le nombre d'usines en activité est passé d'un pic de 33 en 2017 à seulement trois en 2025.

Pour justifier cette situation, l'organisation évoque plusieurs facteurs conjugués, dont la forte concurrence des vêtements de seconde main importés, les difficultés liées à la qualité et à la disponibilité du coton industriel, ainsi qu'une productivité insuffisante qui pénalise la compétitivité des entreprises locales. Elle souligne également l'existence de pratiques telles que l'évasion fiscale et la contrebande via les pays voisins, avec des marchandises détournées des circuits officiels et écoulées sur le marché sans acquittement des droits. Certaines cargaisons seraient même déclarées de manière inexacte pour réduire les taxes. Cette situation contribue à saturer le marché avec des produits importés, limitant la capacité des industriels locaux à rivaliser et les contraignant à réduire leurs activités, voire à

fermer leurs usines.

L'ensemble de ces contraintes constitue un frein potentiel à la concrétisation des investissements espérés. Pour les autorités, le défi ne consiste pas uniquement à attirer des capitaux étrangers, mais également à renforcer la compétitivité globale du secteur afin d'assurer la pérennité des projets industriels envisagés.

Il convient de rappeler que la Tanzanie demeure le principal producteur de coton en Afrique de l'Est, tout en exportant encore près de 80 % de sa production sous forme brute, selon les données officielles. Dans ce contexte, la relance de l'industrie textile apparaît comme un levier essentiel pour accroître la valeur ajoutée captée localement au sein de cette filière.

N.B

## COMMERCE DE LA TOMATE EN AFRIQUE DE L'OUEST UN MARCHÉ SOUS-ESTIMÉ

En Afrique de l'Ouest, la tomate figure parmi les cultures les plus répandues et les plus consommées. À l'instar de nombreux produits agricoles circulant dans la sous-région, une large part des échanges commerciaux s'effectue en dehors des circuits formels.

Le 16 mars 2026, le Burkina Faso a décidé de suspendre ses exportations de tomates fraîches. Officiellement, cette mesure vise à garantir l'approvisionnement du marché intérieur et à soutenir l'essor de l'industrie de transformation locale. Toutefois, une telle décision pourrait engendrer des conséquences dépassant largement les frontières nationales.

Un rapport publié en 2025 par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, relevant de l'OCDE, met en évidence l'importance et la complexité des échanges intrarégionaux de tomates, encore largement sous-évalués par les données officielles.

Intitulé « Le commerce alimentaire intrarégional en Afrique de l'Ouest », ce document examine en détail les flux commerciaux de la tomate et souligne l'écart considérable entre les chiffres officiels et la réalité du terrain. Cette divergence s'explique notamment par le rôle central des circuits informels, qui échappent en grande partie aux contrôles aux frontières.

Selon les données officielles, seuls le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Niger importerait des tomates fraîches provenant de la région, pour une valeur annuelle totale estimée à 30 millions de dollars. Cependant, lorsque les échanges non déclarés sont pris en compte, la configuration du marché régional se transforme profondément. La part cumulée de ces trois pays tombe alors à 44 %,

tandis que des marchés jusque-là peu visibles apparaissent, notamment le Nigeria avec 32 % et le Burkina Faso avec 14 %.

Dans cette perspective, le rapport propose une nouvelle hiérarchie des principaux importateurs de tomates en Afrique de l'Ouest, en intégrant les données formelles et informelles. Le Ghana demeure en tête, avec des importations moyennes estimées à 40 millions de dollars par an entre 2014 et 2022. Il est désormais suivi par le Nigeria, avec 37 millions de dollars, puis par le Burkina Faso avec 15 millions, et la Côte d'Ivoire qui occupe la quatrième place avec 6 millions. Le Bénin et le Niger, quant à eux, se partagent la cinquième position avec des achats annuels d'environ 4 millions de dollars chacun sur la période étudiée.

Par ailleurs, le CSAO souligne que même les données intégrant le commerce informel restent en deçà de la réalité. Le cas du Ghana illustre parfaitement cette situation. Alors que les statistiques combinées font état d'environ 1 700 tonnes importées en 2022, les estimations issues des professionnels du secteur évoquent plutôt un volume réel avoisinant les 100 000 tonnes.

Sur cette base, la valeur du marché ghanéen des importations de tomates atteindrait près de 196 millions de dollars en 2022, soit presque six fois le total des importations intrarégionales officiellement enregistrées pour toute l'Afrique de l'Ouest. Cet écart met en lumière l'ampleur des biais statistiques qui faussent la compréhension des marchés agricoles régionaux.

Ces insuffisances ne concernent pas uniquement l'évaluation des volumes, mais aussi l'identification des partenaires commerciaux

majeurs. Une telle méconnaissance peut entraîner des orientations inadaptées des politiques publiques et priver les acteurs économiques d'opportunités importantes.

Le Burkina Faso constitue un exemple révélateur. D'après les données officielles, ses principaux débouchés régionaux seraient le Ghana, le Mali et le Togo. Toutefois, en tenant compte du commerce non enregistré, le Nigeria apparaît comme son premier partenaire commercial, avec des exportations six fois supérieures à celles destinées au Ghana. Le Bénin et la Côte d'Ivoire gagnent également en importance, passant respectivement de la cinquième et sixième position à la troisième et quatrième. Dans ce contexte, des décisions nationales comme la suspension des exportations de tomates annoncée par Ouagadougou pourraient produire des effets bien plus significatifs que prévu sur les marchés voisins, en raison du poids considérable du commerce informel.

Lorsque une part importante des échanges échappe aux circuits officiels, toute perturbation de l'offre dans un pays est susceptible d'affecter rapidement l'ensemble de la sous-région, notamment en termes de prix et de disponibilité des produits.

Plus globalement, la sous-estimation des flux commerciaux limite la capacité des décideurs à élaborer des politiques adaptées aux réalités du terrain. Pourtant, la tomate représente un enjeu stratégique majeur, à la fois pour la sécurité alimentaire et pour le développement de l'agro-industrie en Afrique de l'Ouest.

N.B

# L'ONU S'INQUIÈTE DE LA MONTÉE DU RACISME UN FLÉAU RESSUSCITÉ PAR DE NOMBREUX DIRIGEANTS

**À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, l'ONU tire la sonnette d'alarme. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme dénonce un retour inquiétant du racisme, alimenté par certains dirigeants et médias, qui menacent des décennies de progrès. Une dérive qui, selon l'institution, nous rapproche d'un point de non-retour.**

Par Chaimaa Sadou

Le constat est sans appel. Pour Volker Türk, Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, le monde approche d'un « point de non-retour » dans la lutte contre le racisme. Alors que des cadres internationaux et des lois nationales ont été progressivement mis en place pour combattre la discrimination, le racisme ressurgit avec force, porté par des acteurs qui prospèrent sur la division, les discours de haine et la polarisation des sociétés.

Selon l'ONU, les instigateurs de haine ont réussi à semer la méfiance au cœur même des communautés. Les progrès obtenus au fil des décennies seraient désormais fragilisés par des structures discriminatoires encore bien présentes, mais aussi par la montée d'une logique de déshumanisation qui imprègne les discours politiques, médiatiques et sociaux. Les cibles sont toujours les mêmes : migrants, réfugiés, demandeurs d'asile, minorités raciales ou religieuses. Dans plusieurs régions du monde, notamment en Occident, la banalisation de propos haineux devient un phénomène inquiétant.

Cette dégradation n'est pas seulement théorique : elle se reflète concrètement dans la manière dont les drames humains sont traités. L'émotion médiatique suscitée par la mort d'un ou deux enfants en Ukraine contraste cruellement avec le silence qui entoure la mort de milliers d'enfants à Gaza. Cette différence révèle une hié-



rarchie implicite des vies et de la douleur, où certains enfants semblent avoir plus de valeur que d'autres. Pour de nombreux observateurs, ce double standard est une forme de racisme profondément enraciné. Il reflète un mépris envers tout ce qui n'est pas européen, un retour à la période sauvage d'avant les religions monothéistes.

Les stades européens encore aujourd'hui illustrent tristement cette réalité : des joueurs noirs, africains ou brésiliens, sont régulièrement la cible de cris de singe. Une pratique indigne qui montre que les réflexes discriminatoires persistent. Pour Volker Türk, ces comportements montrent que si la ségrégation n'existe plus dans les bus, elle subsiste encore dans les mentalités et dans les modes de vie.

Le problème est d'autant plus préoccupant que l'ONU, censée être le garant des droits humains, apparaît aujourd'hui paralysée par l'influence croissante des puissances occidentales au sein de ses propres instances. Comment restaurer l'humanité lorsque ceux qui détiennent les outils de communication participent à amplifier la peur ou les préjugés ? La question demeure ou-

verte. Face à cette situation, le Haut-Commissaire appelle à réguler davantage les plateformes en ligne et les activités commerciales qui diffusent ou profitent de discours haineux.

Il encourage chacun à vérifier les faits, à s'informer sur l'histoire, à déconstruire les idées reçues. Pour lui, la quête de justice et de dignité humaine finira par l'emporter sur les idées suprématistes, mais à condition de fournir des efforts collectifs et immédiats. Au-delà des institutions, c'est la responsabilité des citoyens qui est en première ligne. Les comportements individuels, les mots prononcés au quotidien, les attitudes dans les stades ou sur les réseaux sociaux participent à façonner une culture de respect ou, au contraire, à nourrir une culture de rejet. L'ONU rappelle que la lutte contre la discrimination raciale ne peut être gagnée que si chaque société admet ses contradictions et s'engage à remettre l'humain au centre. La lutte contre la discrimination raciale exige vigilance, courage et engagement collectif. C'est à ce prix que l'humanité préservera sa dignité universelle.

C.S

## ESPAGNE GRANDE MANIFESTATION À SÉVILLE CONTRE LE COLONIALISME ET L'OCCUPATION

Des centaines de personnes ont occupé dimanche la place du centre ville Parasol à Séville dans le sud de l'Espagne, pour manifester contre le colonialisme et l'occupation des territoires notamment en Palestine et au Sahara occidental.

Sous le slogan "Faisons entendre nos voix en chantant!", l'événement qui a réuni 180 organisations et instances de défense des droits humains, a transformé le Metropol Parasol (Las Citas de la Encarnaci?) en une tribune ouverte pour s'élever contre les guerres et les occupations, par les discours et la musique témoignant d'une prise de conscience croissante en Europe des dangers des politiques coloniales ciblant les peuples. La "Plateforme ouverte pour la paix", à l'origine de l'initiative, a déclaré que l'événement était une expression collective de rejet de l'occupation, que ce soit en Palestine ou au Sahara occidental, où des voix se sont élevées en chants de liberté et de justice, envoyant un message clair : les peuples n'accepteront plus la logique de la domination et de l'asservissement. Les manifestants ont souligné que l'occupation marocaine continue du Sahara occidental constitue un exemple flagrant de politiques visant à imposer un fait accompli, dans un contexte de violations constantes des droits humains et de pillage systématique des ressources,

le tout sous un silence international troublant. La cause palestinienne a également été au cœur de la manifestation. Les participants ont condamné les crimes perpétrés par l'occupation sioniste et affirmé que l'agression systématique contre le peuple palestinien reflète la nature d'un projet colonial de peuplement fondé sur l'exclusion et l'oppression, en violation flagrante de toutes les lois et conventions internationales. Les organisateurs ont insisté sur le fait que cette convergence entre les causes sahraoui et palestinienne n'est pas fortuite, mais témoigne d'une souffrance partagée sous des régimes occupants qui emploient les mêmes outils répressifs, de la restriction des libertés à la confiscation des droits et au pillage des ressources. Selon eux, cela exige un élargissement des cercles de la solidarité internationale. Dans ce contexte, l'événement a réuni des personnalités éminentes du monde intellectuel, culturel et des droits humains, notamment la militante sahraoui Aminatou Haidar, dont la présence symbolisait la résilience du peuple sahraoui face à l'occupation. Dans le cadre des campagnes de solidarité, Bruxelles accueillera le 27 mars prochain un conférence intitulée "Rétablir le droit international : le cas du Sahara occidental - Les obligations de la communauté internationale".

RI

## LE MAKHZEN VEUT EMPOISONNER LA PLANÈTE SAISIE DE 5 TONNES DE COCAÏNE EN PROVENANCE DU MAROC

La police espagnole a saisi à Huelva dans le sud-ouest de l'Espagne, cinq tonnes de cocaïne en provenance du Maroc, dans le cadre d'une importante opération anti-drogue qui a jusqu'à présent conduit à l'arrestation de huit criminels, ont rapporté samedi les médias espagnols.

Selon ces sources, la drogue (5.000 kilogrammes) était stockée dans une propriété près de la commune de Gibraleon, utilisée par les criminels comme entrepôt pour dissimuler temporairement la marchandise avant son transport vers sa destination finale. Au cours de l'opération considérée comme l'une des plus importantes menées contre le trafic de cocaïne dans la province de Huelva, huit personnes ont été arrêtées par la police et placées en détention provisoire après leur comparution devant un juge.

Les agents de la police ont également saisi près d'un million d'euros en espèces et des fusils d'assaut utilisés par le réseau, selon des sources proches de l'enquête.

D'après ces mêmes sources, la cocaïne était récemment arrivée en Espagne par les mêmes routes que celles habituellement utilisées pour le trafic de haschisch, à bord de vedettes rapides en provenance du Maroc. Les trafiquants prévoient de la laisser "refroidir" quelques jours avant son transport final. Par ailleurs, les autorités espagnoles poursuivent activement leur enquête afin de clarifier l'étendue complète de l'organisation criminelle et ses ramifications possibles en Espagne et à l'étranger.

De nombreux réseaux de trafic de drogue ont été démantelés au cours de ces dernières années dans plusieurs pays européens notamment l'Espagne dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants en provenance du Maroc, premier producteur mondial de haschisch et source principale d'approvisionnement pour le marché européen.

RI

## HERBORISTES

## LE POUVOIR DE LA TRADITION

*De la ruelle des herboristes d'antan Al-Hamzawi au plus ancien herboriste Harraz, la médecine populaire rencontre toujours un fort succès. Pilier de la culture égyptienne, ce succès indémodable se décline à tous les goûts grâce à une qualité accessible.*

Par Clémence Goubault

Perpendiculaire à la rue al-moez, dos à la mosquée Sultan Al-Ashraf Barsbay, la ruelle Al-Hamzawi abrite l'un des plus anciens florilèges d'herboristes du Caire. Nichée aux côtés de la rue Al-Moez qui, dès le Xe siècle, regroupait déjà des vendeurs de remèdes, sa localisation stratégique brasse les éternels « passeurs » de la médecine populaire. Echoppe calculée au m<sup>2</sup> où les clientes s'agglutinent à l'unique comptoir, le magasin Amr El-Salah et son véritable « bordel organisé » regorge de bacs à épices et plantes médicinales, au-dessus desquels ont atterri des produits au packaging contemporain : boîtes de thé, bouteilles d'huiles végétales et produits cosmétiques. Poussières d'épices et de plantes séchées s'échappent des ballots percés et volent en essai avant d'envelopper les têtes des clientes. Autre ambiance dans le quartier de Bab Al-Khalq, entre les boutiques d'insecticides et de pesticides subsiste la plus ancienne maison d'herboristes du Caire, fondée en 1936 par le savant et « maître des herboristes », Abdul Rahman Harraz. Epices et herbes, noix et fruits secs, grains de café, thés et cosmétiques sont desservis au fil de trois salles. Sur la devanture du magasin, plusieurs gravures des temps pharaoniques mettent en lumière des scènes d'embaumement et de guérison par l'usage de remèdes. Crèmes et huiles végétales sont soigneusement mises en valeur sur rayonnages en bois, alors que quatre variétés de dattes sont conservées dans des espaces réfrigérés. Face à l'engouement des classes aisées pour les compléments alimentaires, la boutique propose aussi des produits alternatifs : farines d'amande et de coco, extrait de stévia, quinoa blond, graines de chia, entre autres. Mais les produits classiques restent abordables et attirent toujours une clientèle diversifiée.

#### De secrets mélanges

L'usage des plantes s'inscrit dans une longue tradition égyptienne, elle-même enracinée dans la culture arabe des herbes et des épices — où la cannelle, le gingembre, la menthe, l'anis ou encore la camomille détiennent une place importante dans la plupart des foyers. Au temps de l'Égypte pharaonique, huile de cèdre, huile de genévrier, menthe et jasmin servaient à embaumer les corps. De l'époque ottomane à l'époque islamique, puis avec les différentes vagues migratoires (Palestine, Jordanie, Syrie, Irak et Soudan), un fort échange culturel a déployé différentes variétés qui se sont répandues, puis ont été adoptées en Égypte. L'exportation des plantes médicinales et aromatiques est un phénomène en pleine expansion, puisque les exportations égyptiennes ont généré environ 200 millions de dollars en 2023 et 300 millions de dollars de septembre 2024 à août 2025.



Les épices culinaires ¼ poivre noir, cumin, thym, curcuma, cannelle ¼ figurent parmi les produits incontournables. Du côté des plus traditionnelles, on retrouve le fenugrec comme stimulateur du système digestif, la nigelle et son pouvoir antioxydant, et le trio pour la fertilité, rose de Jéricho, gelée royale et miel de jujubier. De l'immunité au système digestif et à l'ossature, aucun mal n'est passé sous silence. « On peut tout soigner avec les herbes », vante Mahmoud Ashour, 32 ans, propriétaire de l'herboriste Abou-Ashour, petite échoppe de la rue Al-Hamzawi. La véritable spécialité des herboristes repose sur le mélange de différentes épices ou plantes, la « tahwiga », afin d'en décupler les bienfaits. Les mélanges font le succès de la boutique Amr El-Salah. Mix à base de miel pour renforcer la fertilité, mix sésame avec gingembre pour la croissance des enfants et mix post-partum murghat figurent parmi les plus populaires. Toutefois, une marge de scepticisme prévaut vis-à-vis de ces produits. Pour les plus sceptiques, le murghat (à base de levure et racines d'arbres broyées) reste associé à une boisson ultra puissante. Selon Neama, 50 ans, résidente à Maadi, « au moment de ma grossesse, le murghat me semblait être quelque chose de trop puissant et me faisait peur » ; quant au fenugrec, ses effets secondaires ne l'ont pas conquise. « Il donne une mauvaise odeur de transpiration », regrette-t-elle. Face aux mélanges dont la composition reste parfois douteuse, certains sélectionnent l'épice de base et réalisent leurs mélanges grâce à leur propre expertise. Mona, 65 ans, cliente de Bab Al-Chaariya, se rend à la boutique Amr El-Salah pour acheter toutes ses herbes et remèdes à raison d'une fois par semaine. « J'achète les épices que je sais de qualité et après je fais mes propres mélanges », confie-t-elle. Elle n'hésite pas à remodeler les mélanges à sa façon : selon elle, le meilleur murghat repose sur la combinaison de fenugrec en graines, miel et « samna » (beurre clarifié).

#### Culture et croyances

Proposé à la vente tant chez les herboristes de la ruelle Al-Hamzawi que chez Harraz, le mix post-partum murghat est une boisson énergétique transmise de génération en génération, que l'on accouche à l'hôpital ou plus couramment autrefois, à la maison. Selon une étude du Bulletin des sciences pharmaceutiques de l'Université d'Assiout, basée sur le

gouvernorat auprès de 400 femmes enceintes, environ 66 % d'entre elles auraient utilisé des plantes médicinales durant leur grossesse. 77 % d'entre elles croyaient également que l'usage de plantes durant la grossesse rimait avec sûreté. De la cuisine aux maux de toute la famille, les femmes restent les véritables matriarches du foyer et le détour chez l'herboriste est un passage hebdomadaire obligé. Mais les hommes ne sont pas exclus du marché : Harraz compte 65 % de clientes. « Les clientes sont des femmes principalement ; si un homme vient, c'est qu'il est envoyé par sa femme, si elle vient accompagnée, c'est elle qui commande les produits », souligne avec humour Mahmoud Ashour. Ramadan, propriétaire des lieux, assure avoir hérité les recettes de son grand-père, elles-mêmes stockées dans sa tête et celles des employés. La médecine populaire doit son succès à sa transmission au fil des générations. Le manque de confiance en les produits chimiques, tel est l'argument repris par tous les herboristes pour expliquer le regain des remèdes naturels. « Les gens se méfient des médicaments à cause de leurs effets secondaires et des dommages qu'ils peuvent provoquer », souligne Harraz. « Les plus anciens ont été conquis par les produits dont la popularité traverse les époques. Les clients sont déjà au courant de l'efficacité du produit, alors ils continuent de l'acheter », assure Ramadan, avant d'ajouter : « Nous n'avons pas à convaincre les gens. Ils viennent au comptoir en sachant déjà ce qu'ils veulent ».

#### La science en question ?

Une part du marché est également parfois dédiée à des pratiques davantage ésotériques. Cristaux d'iode, pierre d'alun, coriandre associée à de l'encens (à déposer dans les quatre coins d'une pièce pendant une semaine) agiraient contre « l'énergie négative », selon les mots de Ramadan. Lavande et camphre « agissent sur le système nerveux et apaisent les tensions », selon l'herboriste d'en face, Abou-Ashour. Loin du « scientifiquement prouvé », ces composants sont encore largement populaires et associées à l'influence de la « baraka » (la bénédiction).

Pour d'autres, médecine des plantes ne rime pas avec science approximative. Du côté de la maison familiale Harraz, la connaissance des plantes médicinales s'est perpétuée et redessine un nouveau paysage de l'herboriste-

rie. Vente en ligne, collaboration avec centres de recherche, pharmaciens et laboratoires, et branche de produits agricoles Farm and Garden, l'expertise des plantes se conjugue sur le mode d'un monde en mutation. Une nouvelle génération d'herboristes, diplômés des facultés de pharmacie, d'agronomie ou de sciences, collabore avec les herboristes traditionnels. Cette mouvance ou médecine traditionnelle et la médecine des plantes s'enrichissent mutuellement ; ce n'est pas une option, mais une nécessité pour Harraz. « A l'ère des herbes médicinales, je dois toujours me référer à la science : connaître le type d'herbe, sa famille et sa classification botanique. Je dois vérifier que la plante est correcte, bien identifiée scientifiquement, et qu'il ne s'agit pas d'une espèce similaire — car certaines portent des noms proches, mais leurs substances actives sont totalement différentes », souligne Harraz. Face à l'évolution de la recherche scientifique, un contrôle attentif des nouvelles découvertes est un gage de sincérité auprès de la clientèle. « Nous nous en tenons aux études récentes : certaines plantes que nous utilisions autrefois se sont révélées nocives selon la recherche moderne, nous les avons donc retirées, tout en informant le public lorsque quelqu'un souhaite encore les utiliser », explique Harraz. Par exemple, l'huile d'olive est produite dans une ferme locale, puis pressée dans un moulin conforme aux normes internationales et aux exigences d'exportation. Tant la vente du produit dans son état authentique et la transparence de la composition des mélanges que le bouche à oreille jouent un rôle crucial pour perpétuer la tradition des herboristes. Sans la conviction de l'efficacité des produits par les plus anciens, leur popularité ne résisterait pas à l'épreuve du temps. A la croisée de la croyance et de la science, les remèdes naturels demeurent le choix privilégié d'une clientèle plurielle, autant pour des raisons économiques que comme forme de résistance face à une industrie pharmaceutique souvent contestée.

rendre le contrepied de l'émergence des applications santé, de l'automédication et de la prolifération d'une médecine rapide, standardisée et connectée, tel est le pari réussi des herboristes dont l'authenticité et le savoir ancestral compensent, en partie, un accès aux soins inégal et souvent coûteux.

C.G  
IN AL-AHRAM HEBDO

## RESSOURCES HYDRIQUES

## UN BIEN VITAL À PARTAGER ET À PROTÉGER

L'eau, longtemps perçue comme une ressource abondante et inépuisable, s'impose aujourd'hui comme l'un des défis majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle. Sa raréfaction progressive, liée à la croissance démographique, au dérèglement climatique et à une gestion souvent inégalitaire, transforme ce bien vital en une denrée précieuse, parfois inaccessible pour des millions d'êtres humains. Derrière les chiffres alarmants se dessine une réalité profondément inégale, où les femmes et les filles paient le prix le plus lourd d'une crise silencieuse mais persistante.

Par Halim Dardar

À l'échelle mondiale, des milliards de personnes n'ont toujours pas accès à une eau potable sûre. Cette situation révèle non seulement une crise des ressources, mais aussi une crise de justice sociale. L'eau n'est pas distribuée de manière équitable, et les inégalités existantes, notamment celles liées au genre, viennent aggraver cette fracture. Dans de nombreuses régions du monde, particulièrement dans les zones rurales et les quartiers précaires, l'accès à l'eau relève d'un combat quotidien.

#### Les femmes premières à en souffrir

Ce combat est mené, dans une écrasante majorité des cas, par les femmes. Elles sont les principales responsables de la collecte de l'eau dans leurs foyers, une tâche invisible mais essentielle à la survie des familles. Chaque jour, elles parcourent de longues distances, souvent à pied, sous des conditions climatiques difficiles, pour atteindre des points d'eau parfois éloignés et insuffisants. Cette corvée exigeante mobilise une énergie considérable et consomme un temps précieux qui pourrait être consacré à l'éducation, au travail ou au repos.

Les chiffres sont révélateurs : des centaines de millions d'heures sont consacrées quotidiennement à la collecte de l'eau. Derrière cette donnée se cachent des existences marquées par la fatigue, la contrainte et le renoncement. Pour les jeunes filles, cette responsabilité précoce constitue un obstacle majeur à la scolarisation. Beaucoup d'entre elles abandonnent



l'école, contraintes de participer à cette tâche indispensable. Ainsi, la pénurie d'eau ne se limite pas à une question de survie matérielle ; elle compromet également l'avenir éducatif et social de toute une génération.

La souffrance des femmes ne se limite pas à l'effort physique. Elle s'accompagne de risques sanitaires et sécuritaires. Transporter de lourdes charges d'eau sur de longues distances provoque des troubles musculo-squelettiques et une fatigue chronique. Par ailleurs, les trajets vers les points d'eau exposent les femmes et les filles à des dangers, notamment dans des zones isolées où elles peuvent être victimes de violences. Le manque d'infrastructures sûres et fiables transforme ainsi une nécessité vitale en source permanente d'insécurité.

À cela s'ajoute la question de l'hygiène et de l'assainissement, qui touche de manière disproportionnée les femmes. L'absence d'accès à des installations sanitaires adéquates engendre des situations d'inconfort, de honte et de marginalisation. Les jeunes filles, en particulier, subissent les conséquences du manque d'eau pour l'hygiène menstruelle, ce qui les pousse souvent à s'absenter de l'école ou à se retirer de la vie sociale. Cette réalité, trop souvent ignorée, illustre l'impact profond de la crise de l'eau sur la dignité humaine.

Paradoxalement, alors que les femmes jouent un rôle central dans la gestion quotidienne de l'eau, elles restent largement exclues des instances de décision. Elles sont sous-représentées dans les structures de gouvernance, les services publics et les politiques liées à l'eau. Cette mar-

ginalisation limite l'efficacité des solutions mises en place, car elle prive les systèmes de gestion de l'expérience et du savoir de celles qui sont en première ligne. L'absence de participation des femmes dans les processus décisionnels constitue ainsi un frein majeur à une gestion équitable et durable des ressources hydriques.

Les inégalités de genre se manifestent également à travers les droits fonciers et économiques. Dans de nombreuses sociétés, l'accès à la terre – souvent lié à l'accès à l'eau – demeure largement dominé par les hommes. Cette situation place les femmes dans une position de dépendance, limitant leur capacité à développer des activités agricoles ou économiques nécessitant des ressources en eau. Ainsi, la rareté de l'eau ne fait qu'accroître des inégalités déjà profondément ancrées.

#### Le monde animal aussi

Cette pénurie d'eau affecte également le monde animal, essentiel à la survie des populations rurales. Le bétail, source de nourriture et de revenus, dépend lui aussi d'un accès régulier à l'eau. Une vache peut consommer entre 40 et 100 litres d'eau par jour selon la chaleur et son alimentation, un mouton entre 4 et 10 litres, une chèvre environ 5 litres, tandis qu'un cheval peut boire jusqu'à 30 litres quotidiennement. Dans les régions arides, satisfaire ces besoins devient un véritable défi. Les femmes, souvent chargées non seulement de l'approvisionnement domestique mais aussi de l'abreuvement des animaux, voient leur charge de travail encore alourdie. Elles doivent parcourir davantage de distances, multiplier les

trajets et faire face à des choix difficiles entre les besoins du foyer et ceux du bétail. Le dérèglement climatique vient encore aggraver cette situation. La multiplication des sécheresses, la variabilité des précipitations et la dégradation des ressources naturelles intensifient la pression sur l'eau. Dans ce contexte, les femmes se retrouvent en première ligne, contraintes d'augmenter leur charge de travail pour compenser la diminution des ressources disponibles. Leur vulnérabilité s'accroît, tout comme leur précarité économique et sociale. Face à cette crise multidimensionnelle, il devient urgent de repenser la gestion de l'eau comme un bien commun, accessible à tous de manière équitable. Garantir l'accès à l'eau ne peut se limiter à des infrastructures techniques ; cela implique également de s'attaquer aux inégalités structurelles, notamment celles liées au genre. La reconnaissance du rôle des femmes, leur intégration dans les processus de décision et la valorisation de leur contribution constituent des leviers essentiels pour construire des solutions durables. L'eau, source de vie, ne devrait jamais être un facteur d'exclusion ou de souffrance. Pourtant, pour des millions de femmes à travers le monde, elle est synonyme de fatigue, de renoncements et d'injustices. Redonner à l'eau sa dimension universelle et garantir un accès équitable, c'est aussi redonner aux femmes leur dignité, leur temps et leur avenir. Car derrière chaque goutte d'eau transportée, il y a une histoire de courage, mais aussi une exigence de justice qui ne peut plus être ignorée.

H.D

## RECYCLAGE DU PLASTIQUE

## CLÔTURE À ALGER DE L'INITIATIVE NATIONALE PILOTE

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a présidé dimanche à Alger la cérémonie de clôture de l'initiative nationale pilote de tri et de récupération des bouteilles en plastique, lancée durant le mois de Ramadhan au niveau des centres commerciaux.

Organisée au Musée du Bardo, la manifestation a été marquée par la remise de distinctions à des enfants lauréats ayant contribué à la réussite de cette initiative en collectant le plus grand nombre de bouteilles.

Dans son allocution, Mme Krikou a salué le rôle des établissements scolaires et de la société civile dans la promotion de la culture du tri sélectif et le renforcement des pratiques de recyclage.

Elle a indiqué que cette opération, première du genre, a permis de collecter près de 65 kilogrammes de bouteilles en plastique à Alger en un laps de temps relativement court.

La ministre a également annoncé la poursuite de l'initiative tout au long de l'année, à travers les centres commerciaux et les maisons de l'environ-

nement, en vue d'ancrer durablement les comportements écologiques.

Elle a, en outre, réaffirmé l'engagement de son département à intensifier les campagnes de sensibilisation, notamment à la lumière de la promulgation de la loi 25-02, encourageant le recyclage des déchets, en particulier ménagers, dans une optique de transition vers une économie circulaire.

Cette campagne a mobilisé, outre les institutions éducatives et la société civile, plusieurs opérateurs économiques. "L'objectif de cette opération, destinée en priorité aux enfants et aux élèves, est de leur inculquer dès le plus jeune âge les réflexes liés à la protection de l'environnement", a-t-elle souligné.

De son côté, une responsable de l'Agence nationale des déchets (AND), Fatma Zohra Barça, a indiqué que cette initiative, menée à travers 15 wilayas, permettra d'évaluer le gisement des déchets plastiques.

Elle a précisé que ces déchets représentent

environ 15 % du volume global des déchets produits au niveau national, dont 3,88 % sont constitués de plastique de type PET.

Mme Barça a ajouté que les bouteilles en plastique constituent un gisement important, très prisé par les opérateurs activant dans la valorisation des déchets, en vue de leur transformation en nouveaux produits.

Evoquant la loi 25-02, promulguée en février 2025 et modifiant la loi 01-19 relative à la gestion des déchets, elle a mis en avant la nécessité du tri sélectif à la source, tant au niveau des ménages que des entreprises, pour réussir la transition vers une économie circulaire.

Elle a enfin fait état de plus de 1.900 opérateurs activant dans la récupération et le recyclage des déchets non dangereux, soulignant que l'AND oeuvre à leur accompagnement à travers l'encadrement technique et la réalisation d'études adaptées, afin de promouvoir l'investissement dans cette filière stratégique.

R.ENV

## NOS BONNES TRADITIONS

LE DROIT DU SEL, OU LA GRATITUDE  
DANS TOUTE SA GRANDEUR

*Dans les foyers algériens, à l'approche de l'Aïd El-Fitr, une coutume revient chaque année avec la même intensité émotionnelle : « haq el melh », qui veut littéralement dire le droit du sel, est une récompense, sous forme de cadeau, offerte aux femmes les derniers jours du Ramadhan.*

Par Rihab Taleb

Ce geste, simple en apparence, est en réalité un symbole puissant : il exprime la reconnaissance envers la femme, celle qui, durant tout le mois de Ramadhan, porte sur ses épaules une charge immense, souvent invisible, mais essentielle à la cohésion familiale.

Le Ramadhan est un mois de spiritualité, de partage et de patience, mais derrière les tables garnies et les soirées conviviales, il y a un travail silencieux. La femme se lève avant l'aube pour préparer le S'hour, veille à ce que tout soit prêt pour l'iftar, et continue à assurer ses responsabilités quotidiennes. Certaines travaillent à l'extérieur, rentrent fatiguées, et trouvent encore la force de préparer le repas attendu par toute la famille. Pendant que les autres attendent tranquillement l'adhan (l'appel à la prière), elle s'affaire en cuisine, jonglant entre marmites, plateaux et verres d'eau fraîche.

C'est pour honorer ces efforts que « haq el melh » existe : le chef de famille, dans les derniers jours du Ramadhan ou le matin de l'Aïd, offre un cadeau à son épouse. Autrefois, il s'agissait souvent d'un bijou en or, signe de valeur et de respect. Aujourd'hui, les formes varient : vêtements, parfums, accessoires, ou même une somme d'argent. Peu importe l'objet, l'essentiel est le message : merci pour ton dévouement, ta patience et ton amour.



Cette tradition n'a pas de règles strictes : chaque famille l'adapte selon ses moyens. Certains offrent un cadeau modeste, d'autres plus précieux, mais tous partagent la même intention : reconnaître le rôle central de la femme dans la stabilité du foyer. Les témoignages montrent que ce geste, même simple, a un impact psychologique fort. Il renforce le sentiment d'appartenance, d'être appréciée, et rappelle que les efforts quotidiens ne sont pas invisibles. Mustapha, qui vient d'Oran, raconte : « Mon père déposait chaque année un bijou ou une enveloppe sur le plateau de café préparé par ma mère le matin de l'Aïd. C'était une belle surprise, même si elle était attendue. » Mohamed, employé quadragénaire, explique qu'il a offert un caftan à son épouse, faute de budget pour un bijou, mais souligne que l'essentiel, c'est le symbole. Lamia, ma-

riée depuis 18 ans, dit qu'elle reçoit souvent des vêtements ou des parfums, et que même un geste simple suffit à lui rappeler qu'elle est reconnue. Au-delà du cadeau, « haq el melh » est un rituel qui rééquilibre les relations familiales : il rappelle que la gratitude doit exister dans le quotidien, pas seulement dans les grandes occasions. Dans une société où les pressions économiques et sociales sont fortes, ce moment devient une respiration, une reconnaissance sincère. Mais cette tradition est aujourd'hui menacée par la mondialisation et l'uniformisation culturelle. Les valeurs importées d'ailleurs, souvent centrées sur la consommation ou l'individualisme, risquent de faire disparaître ces coutumes locales qui portent une charge morale et affective unique. « Haq el melh » n'est pas seulement un cadeau, c'est un symbole de respect,

de solidarité et de mémoire collective.

Malgré les difficultés économiques, beaucoup tiennent à préserver cette pratique, même sous sa forme la plus simple. Car elle incarne une vérité universelle : la gratitude ne coûte rien, mais elle change tout. En offrant « haq el melh », on ne donne pas seulement un objet, on transmet un message : tes efforts comptent, ta présence est précieuse, et ton rôle est reconnu.

Ainsi, cette tradition demeure une classique de la culture algérienne. Elle rappelle que les coutumes liées à des valeurs nobles ne disparaissent pas, elles se transforment et se perpétuent. « Haq el melh » est plus qu'un rituel, c'est une preuve vivante que la reconnaissance et l'affection sont au cœur de nos familles, et qu'elles méritent d'être défendues face aux vents de la mondialisation.

R.T

L'AÏD À TRAVERS LES YEUX DES ENFANTS  
UNE TRADITION FESTIVE ENTRE GÉNÉROSITÉ,  
SOUVENIRS ET PLAISIRS SIMPLES

Par Hamida Indja

À chaque Aïd el-Fitr, les enfants attendent avec impatience ce moment pour recevoir de l'argent de leurs proches et acheter des jouets. Entre ambiance festive et souvenirs d'enfance, cette tradition demeure très importante, même si certaines habitudes ont quelque peu évolué ces dernières années.

À l'occasion de l'Aïd el-Fitr, les enfants vivent des instants de joie. Dès le matin du premier jour, les rues se remplissent de rires et d'animation. Les enfants sortent avec leurs amis et leurs familles, impatients d'acheter des jouets et de profiter de cette fête tant attendue.

Pendant l'Aïd, les enfants reçoivent de l'argent de la part de leurs proches. Ce sont généralement les parents, les grands-parents, les oncles et les tantes qui leur offrent de petites sommes. Par exemple, dans ma famille, mon oncle donne toujours de l'argent à tous les enfants, ce qui les rend très heureux. Cet argent leur permet de choisir eux-mêmes les jouets qu'ils aiment.

Dans les marchés et les magasins, on remarque une grande affluence. À Constantine, comme dans d'autres villes, les boutiques de jouets sont très fréquentées. Les enfants arrivent en groupe, comptent leur argent et prennent le temps de choisir. Les commerçants confirment que cette ambiance se répète chaque année pendant l'Aïd.

Les préférences des enfants varient souvent selon leur âge et leurs goûts. Les garçons choisissent généralement des voitures, des ballons ou des jeux simples pour s'amuser dehors. De leur côté, les filles préfèrent souvent les poupées ou des jouets qu'elles peuvent utiliser pour jouer ensemble. On observe

également des objets comme des ballons ou des jouets volants qui attirent particulièrement les plus petits. Quand j'étais petite, j'aimais beaucoup les poupées, comme beaucoup d'autres filles. J'attendais la fête de l'Aïd pour recevoir de l'argent et acheter ce que je voulais. C'était un moment très spécial pour moi, surtout lorsque je parlais avec ma mère pour choisir mon jouet.

Cette année, je n'ai pas remarqué de grands changements dans les habitudes des enfants pendant l'Aïd. Ils continuent de sortir dans les rues, de visiter les magasins et de choisir leurs jouets avec beaucoup de plaisir. Les mêmes types de jouets restent présents et attirent encore les enfants, surtout les plus jeunes. Cependant, j'ai constaté que les familles donnent davantage d'argent que de jouets directement. Autrefois, certains parents préféraient acheter eux-mêmes les jouets pour leurs enfants, mais aujourd'hui, ils leur laissent plus de liberté de choix. Cela permet aux enfants d'être satisfaits et de prendre ce qu'ils aiment vraiment, selon leurs goûts et leurs envies. Au-delà des jouets, l'Aïd demeure une fête très importante pour les enfants et pour toute la famille. C'est un moment de partage, de joie et de rencontres entre proches. Les enfants profitent de cette journée pour jouer ensemble dans une ambiance pleine de plaisir et de bonheur, rire avec leurs amis et passer du temps avec leurs parents et leur famille. Ils rendent également visite à leurs proches et reçoivent des invités, ce qui rend cette journée encore plus spéciale. Les souvenirs créés pendant cette fête restent gravés dans leur mémoire, car l'Aïd n'est pas seulement une fête de jouets, mais aussi une occasion de vivre des moments simples et heureux qui marquent toute une vie.

H.I

FESTIVITÉS DE L'AÏD  
FANTASIA ET  
BAROUD À  
BISKRA

La commune de Bordj Ben Azzou dans la wilaya de Biskra, a abrité samedi les exhibitions de la 5ème édition du festival annuel de fantasia et de baroud avec la participation de 60 cavaliers venus de plusieurs wilayas du pays.

Organisée en célébration de l'Aïd El-Fitr par l'association Fantasia pour le patrimoine de Bordj Ben Azzou, la manifestation a réuni des cavaliers des wilayas de Batna, de Khenchela, de Sétif, d'Ouled Djellal, d'El Meghaïer, de Barika et de Biskra. Des exhibitions individuelles et collectives d'équitation, de manquement des armes et de tir de baroud ainsi que des courses ont été présentées par les cavaliers en costumes traditionnels, armés d'épées et de fusils artisanaux, traduisant les traditions équestres algériennes, a indiqué Mokhtar Amari, président de l'association organisatrice.

Le public nombreux présent au festival a été émerveillé par l'habileté des cavaliers qui arrivent à contrôler leurs montures tout en maniant avec adresse fusils et épées.

R.C

ACTUALITÉS SPORTIVES

FOOTBALL/COUPE DE LA CAF  
**LE CR BELOUIZDAD EN DEMI-FINALE**

*Le CR Belouizdad s'est qualifié en demi-finales de la Coupe de la Confédération africaine de football (C3), malgré son nul vierge à domicile face aux Egyptiens d'Al Masry Port-Saïd, concédé samedi soir, en quart de finale (retour), disputé au stade Nelson Mandela de Baraki (Alger).*

Les Rouge et Blanc se sont qualifiés essentiellement grâce au "but à l'extérieur", inscrit lors du match aller (1-1), disputé il y a une semaine en Egypte.

Mais ce n'est pas faute d'avoir essayé, car malgré ce nul vierge à domicile, les Belouizdadis peuvent se targuer d'avoir fourni une belle prestation dans l'ensemble, en se procurant quelques occasions nettes de scorer.

Les meilleures d'entre elles ont été l'actif de l'attaquant tunisien Ben Hammouda, qui a été la principale source de danger pour la défense égyptienne, particulièrement en première mi-temps.

Une qualification historique pour le CRB, qui jamais auparavant n'avait réussi à atteindre les demi-finales d'une compétition continentale inter-clubs.

Le deuxième représentant algérien dans cette compétition, l'USM Alger, jouera dimanche soir, en accueillant les Congolais de l'AS Maniema à partir de 20h00 au stade du 5-Juillet (Alger).

Les Rouge et Noir s'étaient inclinés (2-1) au match aller, disputé le week-end dernier à Lubumbashi, mais ne désespèrent pas de renverser la situation lors de ce match retour, surtout que la rencontre se jouera sur leur terrain et devant leurs



fidèles supporters.

Les autres quarts de finales sont également programmés dimanche. Il s'agit du choc Zamalek SC (Egypte) - AS Otohô (Congo) et le match entre le WAC et l'Olympique Club Safi.

En demi-finales, prévues également en aller et retour, respective-

ment les 12 et 19 avril prochain, le CR Belouizdad sera opposé au vainqueur du duel entre le Zamalek et l'AS Otohô, alors qu'en cas de qualification, l'USM Alger affrontera le vainqueur de la rencontre WAC - Olympique Safi.

RS/APS

FOOTBALL/LIGUE 1 MOBILIS  
**LA LFP FIXE LES DATES DES MATCHS RETARDS DE LA 16<sup>e</sup> JOURNÉE**

La Ligue de football professionnel (LFP) a programmé, pour le mercredi 25 mars, les matchs retards de la 16<sup>e</sup> journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football: USMA-ESS et CRB-MCA.

La rencontre entre l'USM Alger et la JS Kabylie aura lieu à partir de 20h00, au stade du 5 juillet, alors que celui opposant le CR Belouizdad au leader, le MC Alger se déroulera, à partir de 17h45 au stade Nelson Mandela à Baraki.

A l'issue de la 24<sup>e</sup> journée achevée, mercredi, le MC Alger est toujours leader (46 points et quatre matchs en moins), avec six points d'avance sur son nouveau dauphin, la JS Saoura (40 pts, -1 match) et l'Olympic Akbou (39 pts, -2 matchs).

Le CR Belouizdad occupe la 7<sup>e</sup> position (32 pts, -5 matchs), l'USM Alger est 8<sup>e</sup>, -5 matchs, alors que la JS Kabylie pointe à la 9<sup>e</sup> place, -4 matchs.

RS/APS

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
 REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
 وزارة المسكن والعمارة والمدينة  
 Ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville  
 مديرية التجهيزات العمومية لولاية بجاية  
 DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE BEJAIA

NIF DU MAITRE DE L'OUVRAGE : 09 96 0601 90021 37

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la direction des équipements publics de la wilaya de Bejaia, informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par un 2eme avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 10/2022 paru aux quotidiens nationaux « ENTRE NOUS » et « الصحبة » du 14/02/2026 portant : REALISATION ET EQUIPEMENT D'UNE DEMI-PENSION AU COLLEGE MOULOUD KACEM AAIMERRIW A BEJAIA.

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement à l'entreprise suivante:

LOT: TCE SAUF EQUIPEMENT

Entreprise : ETB TCE GTPH MEDDOUREN AZEDDINE.

Montant : 28 932 648,50 DA /TTC

Délai de réalisation : 06 mois

Note technique : 26 / 30 Pts

NIF du cocontractant : 171193000643113

Les soumissionnaires ont un délai de 10 jours à partir de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux pour formuler leurs éventuels recours, sont aussi invités les soumissionnaires intéressés à se rapprocher des services du maître de l'ouvrage au plus tard 03 jours à compter du premier jour de publication du présent avis à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres techniques et financières.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE : BOUMERDES  
 DAIRA DE : KHEMIS EL KHECHNA  
 COMMUNE : KHEMIS EL KHECHNA  
 N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 096335379020029  
 N° : 77 - B.M.P.474 SG/2026

KHEMIS EL KHECHNA I.E. : 10/02/2026

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales (après infrecteusite) N° 06/2026

Le président de l'assemblée populaire communale De khemis el khechna lance un avis d'appel d'offre national (après infrecteusite pour les lois n 01 et 04 ) ouvert pour la réalisation du projet : **LOCATIONS DES BUS POUR LES ÉLÈVES DES ÉCOLES PRIMAIRES ( 0 2LOTS)**

- Toutes les personnes physiques et morale ayant
- habilités et agréés dans le domaine des prestations objet du présent cahier des charges et disposant de l'activité sollicitée ( transport de voyageurs) motonnée et indiquée sur le registre de commerce
  - minimum trois Bus ( 03 Bus ou Plus ) de minimum 30 places
  - L'âge des véhicules proposés ne doit pas dépasser 20 ans
  - ayant au moins une (01 ) attestation de bonne exécution en location de bus signées par un maître d'ouvrage publics .

Sont invitées à retirer les cahiers des charges auprès du bureau des marchés publics de l'APC De khemis el khechna contre paiement de trois Mille(3000,00) DA au compte du trésorier intercommunal de khemis el khechna.

DOSSIER DE CANDIDATURE COMPRENDRA

- 18 Une déclaration de candidature remplie signée cachetée et datée et paraphée par le soumissionnaire
- 19 Déclaration de probité remplie signée cachetée et datée paraphée par le soumissionnaire
- 20 Copie des documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- 21 Copie du Registre de commerce qui contient le code de l'activité.
- 22 Copie d'identification fiscal NIF
- 23 Copie de la carte d'identification statistique (NIS).
- 24 Copie du casier judiciaire N°3 valable de 03 mois pour chaque chauffeur.
- 25 Copie de l'Extrait de rôles apuré ou avec échéance (valable de 03 mois)
- 26 Copie des Mises à jour CASNOS, CNAS et CACOBATPH en cours de validité
- 27 Copie des bilans comptables 2022/2023/2024.
- 28 Références bancaires de l'entreprise (RIB)
- 29 La carte d'immatriculation du véhicule de transport scolaire (carte grise) et du contrat d'assurance en cours de validité du pour chaque Bus
- 30 Copie de permis de conduire catégorie D en cours de validité pour chaque chauffeur ( l'âge du chauffeur ne doit pas être inférieur à 26 ans )
- 31 fournir un certificat médical attestant l'aptitude physique et mentale de l'intéressé pour chaque chauffeur
- 32 Copie de rapport de control technique du bus en cours de validité pour chaque bus
- 33 Copie des Mises à jour CNAS( individuel) pour chaque chauffeur et graisseur .
- 34 Les références professionnelles (attestations de bonne exécution signée par un maître d'ouvrage public

Offre technique : L'offre technique doit contenir les pièces et documents suivants :

01-Le cahier des charges rempli, cacheté signé daté et paraphé par le soumissionnaire avec la mention manuscrite « lu et accepté ».

02 -Déclaration à souscrire remplie signée cachetée et datée paraphée par le soumissionnaire.

Offre financière : L'offre financière doit contenir.

01 La lettre de soumission selon le modèle ci-joint remplie signée, cachetée et datée par le soumissionnaire

02 Le bordereau des prix unitaires dûment rempli signé, cacheté et daté par le soumissionnaire.

03 Le devis quantitatif - estimatif de l'offre dûment rempli signé, cacheté et daté par le soumissionnaire.

Il est précisé que les offres devront être remises directement ou parvenir la date et heure de dépôt des offres.

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe comportant la mention :

A Monsieur Le Président De L'APC De La Commune De Khemis El Khechna

**Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales (après infrecteusite) N°06/2026**

**LOCATIONS DES BUS POUR LES ÉLÈVES DES ÉCOLES PRIMAIRES(02LOTS)**

**A N'ouvrir Que Par La Commission D'ouverture Des Plis Et D'évaluation Des Offres**

Le dépôt des offres est fixé le **quinzième (15) jour** à compter de la première parution du présent avis dans le BOMCP ou les quotidiens nationaux ou la presse électronique à 08 h :00 du matin jusqu'à 10h : 15 . L'ouverture des plis s'effectuera en séance publique le jour de dépôt des offres à la salle de réunion de l'APC à 10H : 30.

Les soumissionnaires sont invités à y assister.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres une durée de 90 jours à compter de la date de dépôt des offres, plus 10 durée de préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres.

## TRADITIONS ET GOURMANDISES

## DES GÂTEAUX OUI, MAIS DIÉTÉTIQUES

Durant la période de l'Aïd El-Fitr, les habitudes de consommation se démarquent sensiblement dans la wilaya d'Oran, avec de plus en plus de citoyens privilégiant des gâteaux préparés à base d'ingrédients naturels, pauvres en sucre et sans graisses saturées, signe d'une conscience nutritionnelle en plein essor au sein des familles.

À cœur de cette dynamique, Smaïl El Ayebe s'impose comme une figure emblématique de ce renouveau. Artisan boulanger-pâtissier, il a su, en peu de temps, faire de son établissement une adresse prisée par les amateurs de douceurs traditionnelles revisitées dans une version plus saine et contemporaine.

Pour ses créations, il mise sur des alternatives naturelles : le sucre blanc est remplacé par des édulcorants comme la stévia et l'érythritol, tandis que la farine classique cède la place à des farines d'amande, d'orge ou d'avoine. Résultat : des produits à plus forte valeur nutritionnelle, sans compromis sur le goût.

Interrogé par l'APS, Smaïl explique que cette démarche répond, avant tout, aux attentes de sa clientèle, notamment des personnes atteintes de maladies chroniques telles que le diabète, mais aussi des sportifs et de tous ceux soucieux de leur



alimentation. "Mes clients peuvent ainsi profiter des pâtisseries de l'Aïd sans culpabilité, ni crainte pour leur santé", souligne-t-il, ajoutant que la demande ne cesse de croître d'année en année.

Parmi ses spécialités, la baklava revisitée, rencontre un franc succès. Elaborée avec du miel de dattes naturel en substitution du sirop traditionnel, elle séduit un large public, y compris les adeptes de régimes ali-

mentaires spécifiques.

Les clients, eux, saluent unanimement cette initiative. Fatima, 45 ans, atteinte de diabète, confie que ces pâtisseries lui ont permis, pour la première fois, depuis longtemps, de savourer El Baklawa et Tcharek sans appréhension. "Le goût reste très proche de celui des recettes traditionnelles", assure-t-elle.

Même constat chez Amine, sportif amateur d'une vingtaine d'années,

pour qui "adopter une alimentation saine est devenu une nécessité". Il estime que l'émergence de ce type d'offres à Oran constitue "un pas important vers l'évolution des habitudes de consommation".

Les spécialistes de la nutrition confirment cette tendance, y voyant le reflet d'un changement progressif de la culture alimentaire, marqué par une meilleure prise de conscience des dangers liés à l'excès de sucre et de graisses, souvent à l'origine de maladies chroniques.

La nutritionniste Samira Benaïssa souligne, dans ce sens, que "l'intégration d'ingrédients naturels et d'édulcorants alternatifs permet de limiter les risques pour la santé", tout en rappelant l'importance de la modération.

Elle insiste également sur la nécessité de préserver un équilibre alimentaire, notamment en période de fêtes, avertissant qu'une consommation excessive de sucres, même naturels, peut entraîner des complications, en particulier chez les personnes vulnérables.

Porté par cet engouement, Smaïl ambitionne d'aller plus loin. Il envisage d'élargir son activité à la restauration rapide, en proposant pizzas et sandwiches conçus à partir d'ingrédients naturels, afin de répondre à une demande croissante pour une alimentation plus saine.

R.S

## DÉTENTE

## LES FORÊTS DE HAMMAM ESSALIHINE ET D'AÏN MIMOUN TRÈS PRISÉES

Les massifs forestiers de Hammam Essalihine, d'Aïn Mimoun et de Bouhmama constituent la destination de prédilection des familles de la wilaya de Khenchela durant les jours de l'Aïd el-Fitr. Ces espaces offrent un cadre idéal pour la détente, les loisirs et le ressourcement au cœur de la nature, loin du tumulte urbain.

Situées dans les communes d'El Hamma, de Tamza et de Bouhmama, ces espaces forestiers connaissent une forte affluente de familles qui s'y rassemblent pour permettre aux enfants de jouer et de déguster les gâteaux traditionnels de l'Aïd, et même y déjeuner lorsque le temps s'y prête, dans une ambiance empreinte de joie et de convivialité. Mouaad, un citoyen de la ville de Khenchela, habitué à se rendre à la forêt de

Hammam Essalihine avec sa famille de cinq personnes, a confié que cette escapade forestière permet de passer une journée agréable au cœur d'une nature dense, de rompre la routine quotidienne et d'offrir aux enfants un espace propice aux jeux en plein air. Pour sa part, Amina, une citoyenne originaire de Biskra, préfère, chaque Aïd El-Fitr, se rendre avec son époux et ses deux enfants dans la forêt de Chelia afin de profiter d'un moment de détente et de promenade au milieu des cèdres de l'Atlas qui couvrent la région. Quant à Ahmed, originaire de la ville de Kaïsa, il saisit l'opportunité des vacances de l'Aïd pour emmener sa famille à la forêt d'Aïn Mimoun (Tamza). Il dit profiter de ce couvert forestier doté d'une biodiversité riche, en tant que profes-

sionnel dans ce domaine, pour transmettre des connaissances simplifiées sur l'environnement à ses enfants. Par ailleurs, une présence des agents de la Conservation des forêts a été enregistrée sur les lieux. Ces derniers orientent les visiteurs et les sensibilisent à faire preuve de responsabilité, de préserver la propreté des sites et de respecter l'interdiction d'allumer des feux en dehors des zones aménagées afin d'éviter tout risque d'incendie. De leur côté, les services de sécurité ont mobilisé leurs éléments pour assurer la sécurité des visiteurs et fluidifier la circulation routière sur les axes menant à ces forêts, qui connaissent un trafic dense en cette occasion festive.

R.S

## JEUNESSE

## UNE NOUVELLE MAISON DE JEUNES RÉCEPTIONNÉE À BÉCHAR

Une nouvelle maison de jeunes a été réceptionnée à Haï El Moungar, dans la commune de Bechar, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Jeunesse et des Sports (DJS).

Cette nouvelle structure de jeunesse, qui a nécessité un financement sectoriel de plus de 44 millions de DA, s'étend sur une superficie de 1.200 mètres carrés, dont 390 mètres carrés bâtis, et vise essentiellement la promotion et le développement des activités de jeunesse dans la wilaya, a-t-on indiqué.

La concrétisation de cette structure, qui vient en réponse aux doléances exprimées auparavant par les jeunes du même quartier, a pour vocation de proposer aux jeunes un espace de diverses activités et favoriser leur épanouissement et expression dans différents domaines (artistiques, des technologies informatiques, ou autre), tout en bénéficiant de l'accompagnement du secteur de la jeunesse, a expliqué le directeur local de la Jeunesse, Abdelhalim Henni.

Auparavant, une vaste opération de réhabilitation de plusieurs autres structures similaires a été concrétisée, avec un financement sectoriel de 180 millions de DA, a-t-il ajouté.

Cette opération vise essentiellement le renforcement des capacités de ces structures de jeunes, ainsi que l'amélioration et la modernisation des conditions d'accueil des jeunes, a-t-il souligné.

Elle s'inscrit au dans le cadre de l'application de la nouvelle stratégie du ministère de la Jeunesse visant à moderniser les institutions de jeunesse et à renforcer leur attractivité, a-t-il expliqué.

La wilaya de Bechar compte actuellement quatorze (14) maisons de jeunes, 177 salles polyvalentes et 12 auberges de jeunes, ainsi que deux centres dédiés au tourisme de jeunes, respectivement à Taghit et Bechar, dotés d'une capacité d'accueil globale de 700 lits, en plus d'un centre de loisirs scientifiques, selon le responsable.

R.S

## L'AÏD À LA CITÉ « U »

## C'EST LA FÊTE AUSSI POUR TOUTES LES ÉTUDIANTES

La résidence universitaire des étudiantes "El Khawarizmi" à Sidi Bel-Abbes connaît une ambiance festive particulière à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, à travers l'organisation d'activités spéciales au profit des étudiantes, notamment internationales, dans un cadre familial marqué par la convivialité et la solidarité.

Dans ce contexte, la directrice de la résidence, Fatima-Zohra Kadi, a indiqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement psychologique et social des étudiantes, en particulier celles éloignées de leurs familles.

"Nous oeuvrons à créer une atmosphère familiale au sein de la résidence, afin de permettre aux étudiantes de vivre l'Aïd comme si elles étaient parmi leurs proches, tout en leur faisant découvrir les traditions et coutumes algériennes liées à cette fête religieuse", a-t-elle dit.

Sont concernées des étudiantes de différentes nationalités, notamment de Palestine, de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et du Mozambique. Des activités de présentation des traditions locales de l'Aïd ont été organisées, en plus de la dégustation de plats et pâtisseries traditionnels, à l'instar du couscous, reflétant la richesse du patrimoine culturel algérien.

De leur côté, les étudiantes internationales ont exprimé leur grande satisfaction quant à cette initiative. L'étudiante Najlaa, originaire de Palestine, a déclaré s'être sentie "comme en famille" malgré l'éloignement, saluant l'accueil chaleureux et l'ambiance conviviale.

Elle a également exprimé son admiration pour les traditions algériennes de célébration de l'Aïd, notamment les plats traditionnels et l'esprit de solidarité entre étudiantes, soulignant que cette expérience restera gravée dans sa mémoire.

Pour sa part, l'étudiante Khadidja, originaire de la RASD, a affirmé que cette initiative a permis d'atténuer le sentiment d'éloignement familial, mettant en avant l'importance de telles actions dans le renforcement des liens de fraternité et de coexistence au sein du milieu universitaire.

Il convient de noter que ce type d'activités reflète le rôle social important des résidences universitaires, non seulement dans l'hébergement, mais aussi dans le renforcement des relations humaines et l'amélioration de la vie estudiantine.

R.S

## DE GAZA AU LIBAN

# LA NOUVELLE DOCTRINE ISRAËLIENNE DE DESTRUCTION TOTALE

Derrière les nuages de fumée au-dessus de Beyrouth se cache une vision radicale d'un « Grand Israël ». Les tactiques de Gaza sont désormais utilisées pour dépeupler le sud du Liban, ouvrant ainsi la voie à une occupation permanente et à la reconfiguration du Moyen-Orient.

Par Marc Vandepitte  
In mondialisation.ca,  
20 mars 2026

Depuis début mars 2026, Israël mène une campagne militaire à grande échelle au Liban sous le nom d'Opération « Rugissement du Lion », lancée en réponse à des tirs de roquettes du Hezbollah. L'opération comprend des bombardements aériens intenses sur Beyrouth et le sud du Liban, complétés par une offensive terrestre qui, depuis le 16 mars, s'est intensifiée en une invasion plus large dans la zone frontalière.

Le ministre israélien d'extrême droite Bezalel Smotrich n'a récemment pas mâché ses mots : les banlieues sud de Beyrouth ressembleront bientôt à Khan Younis, dévastée à Gaza. Cette déclaration marque un passage de l'ancienne « doctrine Dahiya » à une nouvelle « doctrine Gaza », encore plus destructrice.

### UN « NOUVEAU GAZA » : « GAZAFICATION » DU LIBAN

Alors que la doctrine Dahiya utilisait une violence disproportionnée pour dissuader les adversaires, l'objectif actuel au Liban semble être la destruction complète de l'infrastructure sociétale, comme cela a été appliqué à Gaza.

Faire du Liban un « nouveau Gaza » (« Gazafication » du Liban) repose sur l'idée qu'une nation entière est responsable des actions de ses groupes de résistance. « C'est toute une nation qui en est responsable », a déclaré le président israélien Isaac Herzog le 12 octobre 2023 à propos de l'attaque du Hamas quelques jours plus tôt.

Cela ne valait pas seulement pour Gaza, mais aussi pour le Liban. « Ce que nous faisons à Gaza, nous savons aussi comment le faire à Beyrouth », a déclaré le ministre de la Défense de l'époque, Yoav Gallant, un mois plus tard. « Ceux qui paieront le prix seront avant tout les civils du Liban. »

Et ce prix, ils le paient aujourd'hui. Pour toute la population au sud du fleuve Litani, Israël a émis des ordres d'évacuation massifs, puis également pour des villages au nord du fleuve et des quartiers du sud de Beyrouth. Des millions de personnes sont ainsi forcées de se déplacer.

Les analystes et les organisations de défense des droits humains décrivent cela comme l'application de la doctrine Gaza au Liban : évacuations forcées massives, bombardements intenses, utilisation d'armes controversées telles que le phosphore blanc et préparation d'une zone frontalière « ethniquement nettoyée ».

En attaquant des infrastructures critiques telles que des centrales électriques et des systèmes d'eau, Israël rend de vastes zones de facto inhabitables. Dans le sud du Liban, même des usines de ciment et des ateliers de briques sont visés. Pour les habitants en fuite, il n'y a alors plus de retour possible vers leurs vil-



lages et leurs maisons.

Les médias israéliens et les déclarations politiques indiquent que l'objectif est de créer une zone tampon dans le sud du Liban, où une zone le long de la frontière serait structurellement dépeuplée et passerait sous le contrôle de l'armée israélienne. Cela rappelle fortement ce qui s'est produit dans la bande de Gaza.

Le chef de l'opposition Yaïr Lapid a déclaré qu'Israël devrait créer dans le sud du Liban une zone totalement dépeuplée et bombardée à plat, explicitement comparée à la ligne jaune à Gaza, où Israël a « coupé l'enclave en deux » : d'une part une bande côtière vers laquelle les Palestiniens ont été expulsés, d'autre part une zone occupée où des démolitions systématiques ont lieu et où l'on tire sur ceux qui tentent de traverser.

### LES TRAVAILLEURS HUMANITAIRES EN LIGNE DE MIRE

Le coût humain de cette doctrine est très élevé et se caractérise par une impunité choquante pour les attaques contre le personnel médical. En seulement deux semaines, 32 travailleurs humanitaires ont été tués au Liban par des bombardements israéliens.

Les hôpitaux sont lourdement bombardés sous prétexte que des militants s'y trouveraient, ce qui constitue une violation flagrante du droit international humanitaire protégeant les soins médicaux. Meinnie Nicolai, ancienne directrice de Médecins Sans Frontières Belgique, affirme que le fait de cibler le personnel médical par l'armée israélienne n'est pas nouveau. Cela était déjà clairement visible à Gaza, où plus de 1 700 travailleurs de la santé ont été tués. Cela se répète maintenant sur le sol libanais.

Selon elle, il est très douloureux que, malgré les résolutions de l'ONU qui obligent à protéger les soins médicaux en temps de guerre, la réaction internationale fasse défaut. « L'impunité de ce type d'attaques est effrayante et devrait figurer en haut de l'ordre du jour. Malheureusement, ce n'est pas le cas. »

### LE RÊVE SIONISTE DU « GRAND ISRAËL »

Derrière les opérations militaires se cache une idéologie qui vise explicitement l'expansion territoriale au-delà des frontières actuelles de l'État d'Israël. Au sein du gouvernement israélien et des cercles nationalistes de droite, l'ambition du « Grand Israël » renaît.

L'idéologie du « Grand Israël » (Eretz Yisrael Hashlema) vise à étendre la souveraineté israélienne

sur l'ensemble du territoire entre le Jourdain et la mer Méditerranée (« du fleuve à la mer »), sur la base de revendications religieuses et historiques issues de la Bible.

Dans ses formes les plus extrêmes, ce concept inclut également des parties de pays voisins tels que le Liban, la Syrie et la Jordanie, où l'établissement de colonies juives dans ces régions est considéré comme un devoir moral et national.

À peu près en même temps que la chute du gouvernement syrien en décembre 2024, Israël a envahi la Syrie et occupe une zone de ce pays. Aujourd'hui, Tel-Aviv profite du conflit actuel pour faire la même chose au Liban.

Pendant les récentes pauses dans les combats, des signalements sont déjà parvenus concernant des colons israéliens pénétrant dans le sud du Liban et appelant à la construction de nouvelles colonies. Cette faim territoriale explique pourquoi Israël ne s'arrête pas à l'élimination de cibles militaires, mais opte pour un dépeuplement total. La doctrine sioniste exige en effet une terre sans sa population d'origine.[1]

Cette pulsion expansionniste est enracinée dans une croyance en la domination militaire comme seule voie à suivre. Pour les idéologues du « Grand Israël », la guerre actuelle au Liban est une occasion en or de redessiner définitivement la carte du Moyen-Orient afin de réaliser l'ancien rêve colonial.

### UNE SOCIÉTÉ DIVISÉE SOUS LE FEU

Entre-temps, la société libanaise est fortement divisée sur la manière de réagir à cette invasion. Pour le camp pro-résistance, avec le Hezbollah[2] et le mouvement chiite Amal[3] il s'agit d'une guerre défensive contre un agresseur qui attaquerait de toute façon le Liban. Ce camp considère le Hezbollah comme la seule force capable de protéger encore la souveraineté contre l'expansionnisme sioniste dans la région.

En face se trouve un camp qui impute justement au Hezbollah la responsabilité de la misère actuelle. Ces groupes, parmi lesquels le gouvernement et des partis chrétiens tels que la Phalange[4] plaident pour la diplomatie et le désarmement du Hezbollah. Ils espèrent qu'une victoire israélienne brisera l'hégémonie du Hezbollah. Certains vont même jusqu'à débattre ouvertement de la paix avec l'occupant.

En visant principalement le Hezbollah et en causant de nombreuses destructions, Israël accroît la polarisation entre les deux camps. Cette division paralyse l'État au moment où l'unité est la plus cruciale pour

faire face efficacement à l'invasion terrestre planifiée.

### AGENDA COLONIAL

De nombreux Libanais craignent que l'objectif final d'Israël ne soit pas l'élimination du Hezbollah, mais une occupation permanente. Le président israélien Isaac Herzog a décrit la guerre actuelle (contre le Liban et l'Iran) comme faisant partie d'une tentative plus large de redéfinir l'ordre politique dans la région.

Au début de l'attaque génocidaire contre Gaza, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré que « le Moyen-Orient changera ». La destruction à Gaza peut être considérée comme une répétition générale de ce qui se passe aujourd'hui au Liban : l'élimination complète de toute forme de résistance locale organisée.

Dans cette opération, Tel-Aviv reçoit à nouveau le soutien de Washington. L'envoyé spécial américain Thomas Barrack, qui assure officiellement la médiation entre Washington, Beyrouth et Israël, fait porter toute la pression sur le gouvernement libanais pour qu'il désarme le Hezbollah, sans critiquer l'agression israélienne. Cela donne carte blanche à Israël.

Dans ce scénario, le Liban se dirige vers une situation qui ressemble fortement à celle de la Cisjordanie ou de Gaza : un territoire fragmenté sous tutelle extérieure. La destruction de la cohésion sociale et de l'infrastructure physique en est l'arme principale.

Sous le regard du monde entier, l'avenir d'un Liban souverain est systématiquement anéanti par une armée qui ne reconnaît plus aucune ligne rouge. Tout comme pendant le génocide à Gaza, une réponse internationale forte fait défaut et les gouvernements occidentaux choisissent à nouveau de rester passifs.

M.V

### NOTES :

[1] Le slogan « un peuple sans terre pour une terre sans peuple » a été utilisé dans le mouvement sioniste naissant pour justifier l'installation des Juifs en Palestine. Il suggérerait que la région était vide ou à peine habitée, alors qu'en réalité une population palestinienne y vivait déjà. Compte tenu de leur très grande diversité interne, il est en outre très discutable que les colons juifs de l'époque puissent être considérés comme un « peuple ».

[2] Le Hezbollah est un parti politique chiite et un mouvement armé au Liban, fondé dans les années 1980 pendant l'occupation israélienne, avec le soutien de l'Iran. L'organisation combine des activités militaires avec des services sociaux et joue un rôle important dans la politique libanaise et les conflits régionaux.

[3] Amal est un mouvement politique et militaire chiite au Liban, né dans les années 1970, qui défend les intérêts de la communauté chiite et est aujourd'hui un allié important du Hezbollah. Amal est moins influent et dispose aussi de capacités militaires bien moindres.

[4] La Phalange (parti Kataeb) est un parti politique chrétien maronite au Liban, fondé en 1936, qui a joué un rôle important pendant la guerre civile libanaise. Le parti est connu pour ses positions nationalistes et souvent pro-occidentales et a historiquement entretenu des liens avec Israël.

# Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

## MAAZOUZ BOUADJADJ, UN ARTISTE ÉMÉRITE

Que d'artistes tombés dans les méandres de l'oubli alors que tout le mérite leur revient d'avoir défriché le terrain...

Maazouz Bouadjadj est un brillant interprète de chaâbi. Il est né le 16 janvier 1935 à Mostaganem. Aîné de neuf enfants, fils de M'hamed, un petit commerçant il fera ses études primaires à l'école Condorcet avant d'obtenir, en 1948, son certificat d'études. A huit ans,

Maazouz Bouadjadj découvre, sur les genoux de son père, les joies qui entouraient les orchestres les soirs de mariages. C'est de cet âge que datera son goût pour la musique, le chant et son admiration pour les cheikhs de l'époque, comme Belkacem Ould Said et Abderrahmane Benaïssa, dont il sera plus tard l'élève. A quatorze ans, il se met à apprendre à jouer de la flûte que son oncle paternel Mekki, tourneur à Paris chez Renault, fabriquait à partir de tubes de fer.

Maazouz Bouadjadj rentre, en 1948: comme commis à la pharmacie Viale avec un contrat d'apprentissage de trois années pour devenir préparateur en pharmacie. Métier qu'il exercera jusqu'en 1964. A dix-sept ans, il crée un petit orchestre pour animer les mariages, avec les musiciens Hamou Bensmaïn, Kaïd Benhenda et Bensabeur Belmoulouka. En 1956, il rejoint la grande troupe d'El Masrah, dirigée par Abdelkader Benaïssa, un enseignant. Il y a là, Ould Abderrahmane Kaki, dramaturge et metteur en scène, le chanteur et musicien Mohamed Tahar et le comique Ahmed Benaceur.

Héritier d'une tradition inaugurée par le Cercle du Croissant et l'Association culturelle Es-Syidiya, et ce de-



puis plusieurs décennies, cette troupe se produisait à travers tout le pays, notamment lors des saisons artistiques des opéras d'Oran et d'Alger. Offrant des spectacles de musique et de théâtre, elle avait aussi parfois comme têtes d'affiche cheikh Hamada et cheikha Remiti...

En 1961, Bouadjadj est arrêté pour ses activités militantes au sein du FLN et interné dans les camps de Aïn Tedelès et Sidi Ali, dans la région de Mostaganem. A l'indépendance, il fonde son orchestre chaâbi avec Abdelkader et Belyajin Belahouel, Djilali Benkaabouche et Medjoub Benkheira...

En 1964, il fait une tournée en Eu-

rope avec la troupe de Ould Abderrahmane Kaki pour lequel il compose les musiques de avant théâtre et Afrique An 1.

A seize ans, l'adolescent Maazouz Bouadjadj chantera sa première Qacida, celle d'El Achiqa du cheikh El Mekki El Fassi que lui confiera, pour le mettre à l'épreuve, le Cheikh Abderrahmane relaïssa. Ce dernier? qui vivait dans le quartier populaire de Tidjitt, interprète de chaâbi, de hawzi et de m'gharbi, était souvent sollicité, pour des textes, par les cheikhs El-Anka, Hadj M'Rizek et Hadj Ménouer. Bouadjadj, qui a vécu également à Tidjitt au quartier de la Carrière, fréquentait aussi les cheikhs Menouer

Ould Yekhlef, un ami de Hamada, Ali Benkoula, Tidjini Berrezam et le cheikh Lazoughli qui fut également musicien du cheikh Belkacem Ould Said.

Une grande rencontre va marquer sa vie et son art. Celle avec le cheikh Hamada qu'il fréquentera assidûment à partir de 1964. Attentif, perspicace, encourageant? Hamada lui corrigera et lui expliquera le sens parfois caché d'un mot, d'un vers, d'une qasida. L'interprète qui a dans son répertoire près de 250 chansons. enregistrera son premier disque en 1974, un 33 tours, avec deux superbes textes Aïd El-Kebir de Bentrîki et Ya Saki du cheikh Ben slimane et trois cassettes. Admirateur de Hadj M'hamed El-Anka, Hadj Menouer, H'Sissen et Khelifa Belkacem, Bouadjadj fait partie de la génération des Amar Lachab, Boudjemaa El-Ankis, Hassen Said, l'Mimi, Garami, Rachid Souki et Guerrouabi.

Il a su élaborer son propre style, sa propre façon de faire qui consacre, avec ses succès, son travail, son art. Il se distingue ainsi avec des titres comme El Meknassia et Taoussoul de hadj Kaddour El-Alami, Madoumch El Hakma Li makrache Hrouf El Bali de cheikh Benali Ould R'Zine, Narak ya Welfi de Ghanem El-Fassi. Joueur invétéré de mandole, amateur de lecture, de musique classique et d'andalou ( Dahmane Benachour et Cheikh Belhocine), il s'applique à élaborer des compositions musicales qui mettent en valeur la richesse, les subtilités, les finesses des poèmes. Longue vie à ce valeureux artiste.

Publié par A.Hammouche sur Facebook dans Le Journal des Artistes, le 19 mars 2026

## RAHBET JMAL OU LES FONDOUKS DE CONSTANTINE

En plein centre de Constantine se trouve rahbet jmal, un quartier historique, qui ne laisse pas indifférent. Rahbet jmal ou cour des chameaux est constituée d'entrepôts et hôtelleries pour les marchands.

Ces cellules étaient, aussi,  
- lieux de rendez-vous des caravanes (les lieux de départ et d'arrivée.)  
- Lieux d'établissement du chef des muletiers ou des chameliers qui décidait du jour du départ des caravanes.  
- Logement aux commerçants passagers attirés par « le commerce de la belle saison » (qui est apparemment « le commencement du mois de Juillet »)

Selon hassan el ouazzan dit Léon l'Africain, vers 1450 il y avait à Constantine un fondouk désigné par « Fondouk des buveurs de vins » qui a été détruit et sur les vestiges duquel a été bâtie une Zaouia.

il y avait à Constantine :  
- Le fondouk Ben Amoun dont la cour intérieure communique avec la rue Combes.  
- Le fondouk El Hafsi (composé de 24 chambres)  
- Le fondouk Bou -chiba composé de deux bâtiments contigus. L'un son entrée donnait sur la rue Combes, celle de l'autre sur la rue Vieux. Ils totalisent 50 chambres.  
- Le fondouk Ez-zit (Le fondouk de l'huile).  
- Le grand fondouk des Ait Abbès.  
- le fondouk des chrétiens

Dans l'endroit, un remous continuel produit par le va-et-vient des marchands qui arrivent, des chalands, des courtiers, des brocanteurs, des revendeurs et des simples spectateurs. Le passage est bordé, sur ses deux faces, de petites boutiques où sont exposés en étalage des burnous, des h'aik, des gandouras et des couver-



tures de laine. Plusieurs de ces marchandises viennent, comme ceux, qui les vendent, du Sahara ; les h'aik, du belad El-Djerid ; les couvertures de Gafsa ; les burnous et les gandouras, du Ziban, de Bou -sa'ada, de Tougourt, d'Ouargla. En pénétrant dans l'intérieur, on trouve toutes les chambres tant au rez-de-chaussée qu'à l'étage, transformées en ateliers de tailleurs. Ce sont les Ait Quartillan, les Ait yaala, et surtout les Ait Abbès, qui garnissent avant de les livrer, les burnous en pièces de leurs fabriques.

Le fondouk était le cœur économique de Constantine.

Publié par Mustrapha Amrani sur sa page Facebook, le 21 mars 2026

## CE QUE TU AS ET QUE JE N'AI PAS



Il y a des gens qui souhaitent avoir une piscine chez eux, tandis que ceux qui en ont une l'utilisent à peine. Ceux qui ont perdu un être cher ressentent profondément son absence, alors que d'autres, qui ont leurs proches près d'eux, se plaignent souvent d'eux. Ceux qui n'ont pas de partenaire en rêvent, mais ceux qui en ont un, parfois, ne l'apprécient pas. Ceux qui souffrent de la faim donneraient n'importe quoi pour un plat de nourriture, tandis que ceux qui en ont en abondance se plaignent du goût. Ceux qui n'ont pas de voiture en rêvent, tandis que ceux qui en ont une cherchent toujours quelque chose de mieux. La clé réside dans la gratitude, dans le fait de s'arrêter pour observer ce que nous possédons et de comprendre que, quelque part, quelqu'un donnerait tout pour ce que tu as déjà et que tu n'apprécies pas.

Publié par Mustrapha Amrani sur sa page Facebook, le 21 mars 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:20	12:54	16:23	19:02	20:24

AÏD EL FITR

## LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA PRÉSIDE LA CÉRÉMONIE DE PRÉSENTATION DES VŒUX

*Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a présidé, dimanche, au niveau du siège du ministère de la Défense nationale (MDN), la cérémonie de présentation des vœux à l'occasion de la fête de l'Aïd El Fitr, a indiqué un communiqué du MDN.*

Ont pris part, à cette cérémonie, le Général de Corps d'Armée, Commandant des Forces Terrestres, le Secrétaire Général du ministère de la Défense nationale, les Commandants de Forces, de la Garde Républicaine et de la Gendarmerie nationale, le Directeur de Cabinet auprès du ministère de la Défense nationale, le Commandant de la 1ère Région Militaire, les Chefs de Départements, le Contrôleur Général de l'Armée, les Directeurs et les Chefs de Services Centraux du MDN et de l'Etat-Major de l'ANP.

A cette occasion, le Général d'Armée a tenu à présenter ses vœux aux présents et à leurs proches ainsi qu'à l'ensemble des personnels de l'ANP.

"Il m'est agréable de m'adresser à vous, et à travers vous à l'ensemble des personnels de l'ANP et à leurs familles, pour leur adresser mes vœux les plus sincères et mes félicitations les plus chaleureuses, priant Allah le Tout Puissant de nous faire renouveler ces occasions religieuses dans la quiétude, la paix et la bénédiction et d'accorder à notre pays davantage de progrès et



de prospérité dans un climat empreint de sécurité et de stabilité", a souligné le Général d'Armée.

Il a ajouté : "Je tiens également à saisir cette occasion pour vous adresser mes meilleurs vœux, à l'occasion de la commémoration par notre pays du 64e anniversaire de la Fête de la

Victoire, cette étape historique mémorable qui ravive dans nos esprits la grandeur de cette victoire éclatante contre le colonisateur barbare, arrachée grâce aux sacrifices de millions d'Algériens et d'Algériennes".

Le Général d'Armée a également saisi cette occasion pour souligner l'im-

portance de prendre conscience des tenants et aboutissants des mutations géopolitiques accélérées que connaît actuellement la scène internationale.

"La célébration de ces deux événements intervient dans un contexte marqué par les mutations géopolitiques accélérées et préoccupantes que connaît la scène internationale actuelle, caractérisées notamment par le retour du recours à l'option de guerre et aux interventions militaires, le déclin de la place des organisations multilatérales et le mépris des principes du droit international, ce qui peut porter atteinte à la souveraineté des États et à leurs choix nationaux", a-t-il relevé.

En conséquence, a poursuivi le Général d'Armée, "il incombe à tous, de rehausser le niveau de conscience, avec un haut degré de professionnalisme et une proactivité clairvoyante, face aux profondes mutations géopolitiques que connaît le monde, particulièrement quant à leurs répercussions sur les pays du Sud", a noté le communiqué du MDN.

RA

### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

## DES TENTATIVES D'INTRODUCTION DE PLUS DE 10 QX DE KIF TRAITÉ DÉJOUÉES À ADRAR ET BÉCHAR

Des tentatives d'introduction de plus de 10 quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc ont été déjouées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), vendredi, le premier jour de l'Aïd el Fitr, lors de deux opérations distinctes à Adrar et Béchar, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la guerre menée par l'Armée nationale populaire contre les barons de la contrebande et contre les narcotrafiquants et dans la dynamique des efforts continus pour sécuriser les frontières et lut-

ter contre la contrebande et le crime organisé multiforme, des détachements combinés de l'ANP ont déjoué, le 20 mars 2026, premier jour de l'Aïd el-Fitr, lors de deux opérations distinctes dans les zones de Hassi Achour à Adrar et Kenadsa à Béchar en 3ème Région militaire, des tentatives d'introduction de 10 quintaux et 49 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc et saisi un (01) véhicule et deux (02) motos utilisées pour transporter ces poisons", précise la même source.

Ces deux opérations "menées le jour de l'Aïd,

confirment les intentions malveillantes de ces groupes criminels et leur exploitation de telles occasions pour exécuter leurs plans criminels", ajoute le communiqué, soulignant que "ces criminels n'ont cependant pas compris que les personnels de l'ANP constituent le rempart infranchissable contre quiconque osant porter atteinte à la sécurité et la stabilité de notre pays, en faisant preuve de détermination et de fermeté face à ces criminels en toutes circonstances".

RA

### ESCALADE AU MOYEN-ORIENT

## MISES EN GARDE CONTRE UN CONFLIT GÉNÉRALISÉ ET APPELS AU DIALOGUE

L'escalade militaire au Moyen-Orient et dans la région du Golfe se poursuivait dimanche pour le 23e jour consécutif sur fond de nouvelles mises en garde contre le risque de déstabilisation régionale et d'élargissement du conflit, au moment où les appels au dialogue, à la retenue et à la protection des populations civiles se succèdent.

Face à cette tension persistante et ses conséquences potentiellement dangereuses sur les plans sécuritaire, économique et humanitaire dans la région, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a appelé à la nécessité de mettre fin à l'escalade, avertissant des risques qu'elle échappe totalement à tout contrôle. Le patron de l'ONU a également ordonné la réouverture du détroit d'Ormuz, l'un des principaux passages commerciaux mondiaux, soulignant qu'une fermeture prolongée causerait de grandes souffrances à de nombreux peuples à travers le monde "qui n'ont aucun lien avec ce conflit".

Il a aussi insisté sur le fait qu'"il est temps que la primauté du droit l'emporte sur la loi de la force et que la diplomatie triomphe de la guerre".

De son côté, le Conseil européen, dans sa déclaration finale du sommet de Bruxelles, a appelé à la désescalade et à la retenue maximale, à la protection

des civils et des infrastructures civiles, et au respect total du droit international, y compris les principes de la Charte des Nations unies et du droit international humanitaire. Le document souligne que l'Union européenne (UE) "est pleinement prête à contribuer à tous les efforts diplomatiques visant à réduire les tensions et à parvenir à une solution durable pour mettre fin à l'escalade". Dans le même contexte, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a déclaré que son pays mobilisait tous ses moyens pour assurer la paix et la stabilité dans la région et pour relancer le dialogue et la diplomatie, en vue de contenir la situation.

Pour sa part, le roi jordanien, Abdallah II, a souligné la nécessité de mettre fin à l'escalade et de recourir à la diplomatie pour résoudre le conflit et parvenir à un apaisement global rétablissant la stabilité dans la région.

La Chine a, elle aussi, réitéré par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, que l'une des priorités actuelles est de "contenir l'extension du conflit au Moyen-Orient", appelant à intensifier les efforts pour promouvoir les pourparlers de paix et à ce que l'"ONU et le Conseil de sécurité jouent pleinement leur rôle afin de rétablir le plus rapidement possible la paix et la stabilité dans la région".

S'agissant de l'escalade sur la navigation aé-

rienne, le Qatar a adressé une lettre officielle au président de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Toshiyuki Anoma, dans laquelle il a présenté les conséquences de la fermeture de l'espace aérien et les perturbations engendrées sur le trafic aérien et le transport de fret à travers le pays, ainsi que les mesures prises pour assister les passagers affectés, y compris l'organisation de vols d'évacuation et la fourniture des services nécessaires.

Le Qatar a souligné l'importance de la réouverture rapide des aéroports en raison du rôle stratégique de la région comme hub de transit mondial et comme pôle majeur du transport aérien international.

De son côté, l'Autorité de l'aviation civile irakienne a annoncé la prolongation de la fermeture de l'espace aérien irakien pour tous les vols entrants, sortants et de transit de 72 heures supplémentaires, à compter de dimanche midi. "Cette décision repose sur une évaluation continue de la situation sécuritaire et des développements régionaux", a précisé l'Autorité, ajoutant qu'"une réévaluation sera effectuée en fonction des évolutions, avec notification aux compagnies aériennes et parties concernées de toute mise à jour ultérieure".

RI